



Elections européennes 2024

Interpellation des candidats

-

Leurs propositions, leur programme

Méthodologie

Au nom de ses adhérents et de l'ensemble des territoires, **ANPP - Territoires de projet** a interpellé les 38 listes candidates aux prochaines élections européennes du 9 juin 2024 (*calendrier français*), sur les orientations que ces dernières entendent mener en matière :

- d'aménagement du territoire
- de concertation et de gouvernance territoriale
- de territorialisation des politiques européennes

Sur la base de notre [plaidoyer "Pour une Union européenne plus proches des territoires >>"](#), chacune des listes en a été destinataire, et cinq questions leur ont été soumises :

- *Votre réaction à ce plaidoyer ?*
- *Les trois politiques prioritaires que vous déploieriez pour réenchanter le rêve européen ?*
- *Quelle territorialisation de l'action européenne, notamment des fonds européens ?*
- *Quelles actions seraient à mener pour rapprocher l'Union des citoyens européens ?*
- *Quelle est votre vision de l'Union européenne en 2029 (prochaine élection) et en 2050 ?*

L'ensemble des 38 listes candidates ont donc **toutes** été contactées par mail, téléphone et/ou réseaux sociaux. ANPP - Territoires de projet a **tout** mis en œuvre pour que **toutes les listes puissent librement s'exprimer sur ces sujets**.

A la date butoir du 31 mai 2024 - 20h, **19 des 38 listes ont transmis une réponse**, et nous les remercions sincèrement de s'être prêtées à l'exercice.

Vous trouverez donc les réponses des candidats, classées par ordre de réception.

Ce document est adressé indistinctement à l'ensemble du réseau composé de 33.000 mails.

Sommaire

Listes ayant répondu

| | |
|----------------------|-------------------------------------|
| p.4 | Europe Démocratie Esperanto |
| p.7 | Ecologie au Centre |
| p.12 | Rassemblement national |
| p.15 | Réveiller l'Europe (Place publique) |
| p.19 | La France insoumise |
| p.25 | Europe Ecologie - Les Verts |
| p.30 | Parti communiste français |
| p.33 | Lutte ouvrière |
| p.36 | La France fière (Reconquête) |
| p.38 | La Ruche Citoyenne |
| p.40 | Europe Territoires Ecologie |
| p.42 | Ecologie positive & Territoires |
| p.45 | Pour une démocratie réelle ! |
| p.47 | Parti Pirate |
| p.53 | Paix et décroissance |
| p.57 | Les Républicains |
| p.67 | Nous, le peuple ! |
| p.70 | Droit du parent et de l'enfant |
| p.72 | Besoin d'Europe |

Listes n'ayant pu / souhaité répondre

Les Patriotes
Parti animaliste
Union populaire républicaine
Europe Equitable
L'Alliance rurale
Equinoxe
Parti des travailleurs
France Libre
Pour monde sans frontières ni patrons !
Non ! Prenons-nous en mains
Forteresse Europe - Liste d'unité nationaliste
Communistes pour la paix et le progrès social
Free Palestine
Parti révolutionnaires communistes
Besoin d'Europe
PACE
Pour une autre Europe
Changer l'Europe
Démocratie représentative



Nom
Espéranto

Tête de liste
Laure PATAS d'ILLIERS





Votre réaction à ce plaidoyer ?

Notre réaction est très positive. Comme ANPP - Territoires de projet, notre parti, Europe Démocratie Espéranto est profondément attaché à la construction européenne. Nous déplorons que la campagne électorale actuelle en France soit traitée, notamment par les médias, principalement à l'aune des problèmes français. Comme vous, nous soutenons la souveraineté européenne et nous voulons œuvrer au rapprochement entre les instances européennes et les citoyens sur le terrain.

Les trois politiques prioritaires que vous déploieriez pour réenchanter le rêve européen ?

Notre première priorité est de rassembler les Européens par une meilleure communication. Pour donner une âme au projet européen, pour créer en chacun le sentiment d'être européen, la fierté de se dire européen, pour mettre en œuvre une véritable citoyenneté européenne, il nous faut une langue commune. Pour que l'Europe soit forte, elle doit parler aux autres puissances d'une seule voix. Il faut que cette voix parle en espéranto.

La deuxième priorité est l'urgence environnementale. Comme indiqué dans notre programme, le développement durable, qui vise à répondre aux besoins des générations du présent sans compromettre la capacité des générations futures à répondre aux leurs, doit être considéré comme une priorité.

La troisième priorité – et les suivantes – seront déterminées par les citoyens eux-mêmes, dès lors que l'espéranto langue commune aura permis l'émergence d'une opinion publique au niveau européen, qui n'existe pas à ce jour (cf. notre dossier de presse).

Quelle territorialisation de l'action européenne, notamment des fonds européens ?

En janvier et février 2024, la Commission européenne a lancé une enquête « L'opinion publique dans les régions de l'UE eurobaromètre ». Plus de 60.000 personnes, dans 194 régions appartenant aux 27 pays membres de l'Union européenne, ont donné leur avis, par exemple sur les sujets les plus importants pour l'avenir de l'Europe. Les divergences entre les régions démontrent clairement la nécessité d'adapter l'action européenne aux contextes locaux. Nous regrettons que ce rapport, qui intéresse toutes les régions, n'ait reçu aucun écho dans la presse française. La raison principale est qu'il n'a été publié qu'en anglais, langue que la majorité des Français ne maîtrisent pas assez pour tirer parti d'un rapport de ce genre.





Quelles actions seraient à mener pour rapprocher l'Union des citoyens européens ?

L'espéranto est 10 fois plus facile à apprendre que les autres langues. Elle permettra une communication facile et égalitaire entre tous les citoyens, et entre les citoyens et les décideurs.

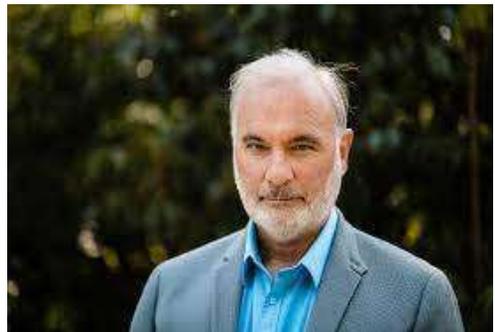
Quelle est votre vision de l'Union européenne en 2029 (prochaine élection) et en 2050 ?

L'Union européenne a une vision du monde qui lui est propre, fondée sur les droits humains, l'humanisme, le respect de la vie privée, l'égalité femmes-hommes, la souveraineté. Elle doit prendre la place qui lui revient et tracer son propre chemin, sans suivre une autre puissance et en protégeant son territoire et ses citoyens. L'espéranto, langue commune, permettra un dialogue égalitaire, respectueux de chaque culture, protégeant la diversité linguistique



Nom
L'écologie au centre

Tête de liste
Jean-Marc GOVERNATORI



Votre réaction à ce plaidoyer ?

La liste Ecologie au centre est en accord avec le plaidoyer développé dans son esprit et a intégré différents éléments au sein de son programme afin de répondre à certains points émergent concernant : La prise en compte du rôle en matière de biodiversité des agriculteurs. Nous proposons une « indemnité biodiversité » afin de couvrir justement non seulement les hectares sur les modalités de la PAC et en y ajoutant une « indemnité biodiversité » visant à couvrir les pertes de rendement des parcelles non cultivées (à proximité des cours d'eau par exemple ou comportant des haies). En effet, actuellement les parcelles sont couvertes par la PAC de base et donc « rapportent » moins que les parcelles cultivées (qui touchent la PAC en sus du prix de vente des cultures). Il est aussi clair qu'un raisonnement en filières (élevage/céréalier) doit être effectué afin de pouvoir répondre aux besoins de chacune.

Nous souhaitons aussi accompagner les agriculteurs par un revenu minimum garanti afin de leur assurer un revenu décent sur le modèle du SMIC. Cette mesure devrait faire l'objet d'une étude d'impact et d'une négociation afin de pouvoir être budgétée correctement

La liste Ecologie au centre défend l'autonomisation économique des régions de façon générale avec une autonomie alimentaire, énergétique, industrielle et économique. Ces régions grâce à une consommation plus locale seraient un échelon intéressant afin de faire diminuer les coûts de transport qui sont nuisibles à l'environnement. Nous souhaitons favoriser le consommé local et souhaitons porter des mesures de quota régionaux au sein de la grande distribution sous réserve de pouvoir infléchir le droit de la concurrence européen afin d'assurer davantage de souveraineté alimentaire par région.

Concernant le développement de la démocratie participative, la voie numérique reste dans une certaine mesure limitée aux personnes ayant accès au numérique Il nous semble donc important d'associer les communes à l'organisation de ces consultations ainsi que les médias. De façon générale, il existe un manque de couverture des enjeux européens par les chaînes d'information y compris publiques.

Concernant l'Intelligence artificielle, nous plaidons pour des solutions souveraines européennes mais aussi nationale (en particulier, dans le secteur de la Défense) ainsi que pour une réflexion autour de la place de l'humain dans le cadre d'évolutions potentiellement fortement destructrices d'emplois et de cotisations sociales sans que la création d'emplois correspondantes ne soient suffisantes pour parler de « destruction/créatrice » au sens de Schumpeter dont le modèle économique n'a probablement pas anticipé la venue de l'Intelligence artificielle ainsi que de la robotisation de tâches complexes et d'innovation où l'on pensait l'être humain irremplaçable.



De nombreux emplois y compris CSP + sont potentiellement impactés à vive allure. Nous disposons d'un programme spécifique visant à garantir la « solidarité » entre les machines et l'humain (« mettre les machines au service de l'humain ») que nous vous invitons à découvrir sur ecologistes.eu. Ce programme vise notamment à garantir ce que nous appelons les « droits d'auteur humain d'origine » dans le cadre de la phase actuelle que nous appelons le « grand pillage » et qui précède (si nous ne faisons rien) celle du « grand dépouillement » et du « vrai » grand remplacement (développé par Jean Marc Governatori dans son dernier livre). Nous rappelons à cet égard que l'Union européenne est une véritable colonie américaine dans le secteur du numérique et que, pour le moment, seules nos normes limitent le pouvoir quasi absolu des technologies américaines (mais aussi chinoises qui ont eu à cœur de développer des solutions souveraines). L'Union européenne a donc une vulnérabilité numérique que l'on pourrait qualifier de véritable bombe à retardement et qui obère dès à présent nos capacités de croissance économique ou de cybersécurité.

Les trois politiques prioritaires que vous déploieriez pour réenchanter le rêve européen ?

Nos politiques prioritaires pour "réenchanter" le rêve européen serait le développement d'une politique culturelle d'influence assumée de l'Union européenne, en particulier, dans le secteur culturel et artistique dont un volet informationnel classique avec :

- La création d'une version officielle « parlée » de l'hymne européen sur la base d'un concours de paroles
- L'instauration du jour férié commun à toute l'Union européenne comme évoqué dans votre plaidoyer le 9 mai
- L'affichage dans les salles de classes de la devise européenne : "Unis dans la diversité"
- L'instauration d'une obligation de diffusion d'informations relatives à l'Union européenne pour les chaînes publiques d'une durée hebdomadaire à déterminer.

Avec l'instauration d'une politique diplomatique et juridique assumée en matière des droits humains et environnementaux avec l'instauration d'une compétence universelle des tribunaux européens pour connaître par exemple des crimes contre l'humanité et au sein de ces crimes, l'Apartheid sexiste (ou de genre) avec mise en place de mandats d'arrêt européen contre les dirigeants talibans et iraniens en vue de leur arrestation. De la même manière, l'écocide serait considéré comme un crime à compétence universelle, par exemple, en cas d'usage de nucléaire armé.

Avec l'instauration d'un protectionnisme vert et social en matière économique afin que seuls les produits respectant les droits sociaux et l'environnement puissent faire l'objet d'une importation ou qu'une taxe compensatoire au bénéfice de l'Union européenne soit instaurée afin de financer notre propre modèle social.



Pour réenchanter le « rêve européen », l'Europe doit donc porter le rêve d'un monde meilleur, d'une protection de notre modèle civilisationnel démocratique et non juste être un producteur de normes sur la taille des concombres dans les yeux du public...

Quelle territorialisation de l'action européenne, notamment des fonds européens ?

Les fonds européens doivent être simplifiés dans leurs usages et dépensés au plus près des besoins. C'est la lourdeur administrative qui est parfois l'un des principaux freins. Nous sommes en accord avec le plaidoyer développé par votre collectif et nous le défendrons au sein des institutions européennes en faisant le lien régulier avec vous. Notre liste comporte d'ailleurs un grand nombre d'élus locaux et de responsables associatifs pour ne citer que ces profils.

Quelles actions seraient à mener pour rapprocher l'Union des citoyens européens ?

L'Europe doit être une source de simplification et d'extension de la reconnaissance des droits. Ainsi, nous plaillons pour la reconnaissance automatique des diplômes qui passe actuellement par des taxes (par exemple, entre la France et la Belgique) qui n'ont pas lieu d'être au sein du marché unique. La carte invalidité pour les personnes en situation de handicap devrait être européenne, de même que de façon générale les mutuelles et les cartes vitales.

Dans les faits, en matière fiscale et de conventions bilatérales en matière de sécurité sociale et de fiscalité (la fiscalité étant de la compétence exclusive des États-membres) une coordination accrue serait la bienvenue afin d'éviter davantage les double-impositions entre les États-membres (très préjudiciables aux Français de l'étranger) et de faire bénéficier aux résidents de l'extension de conventions bilatérales majoritaires dans les États-membres vis-à-vis des États tiers (par exemple, les accords vis-à-vis de l'Australie en matière de sécurité sociale signés par 22 États membres sur 27 mais que la France n'a pas conclus pour sa part). De la même manière, une réflexion sur le coût de l'enseignement Français à l'étranger, en particulier, au sein de l'Union européenne doit être posé car toute personne française au sein de l'Union européenne devrait bénéficier de tarifs proches de la gratuité au même titre qu'en France. Enfin, les programmes Erasmus + du fait de leur caractère emblématique doivent être étendus à des catégories plus larges.

Quelle est votre vision de l'Union européenne en 2029 (prochaine élection) et en 2050 ?

Nous sommes à un tournant en matière économique et sociale avec le développement de l'Intelligence artificielle et du numérique qui risque de déstabiliser profondément notre modèle social voire d'appauvrir les Européens au bénéfice d'entreprises le plus souvent américaines. Tous les métiers sont en voie de transformation avec un risque d'une société plus pauvre en emplois humains et avec davantage de risques de transfert de bénéfices, de cotisations sociales à l'étranger voire au bénéfice de quelques individus.



En 2029, les changements seront déjà visibles en 2050, selon les choix qui auront été faits afin de protéger l'humain, nos démocraties, nos liens sociaux, nous regretterons ou non le choix de nos dirigeants, notamment européens. La liste Écologie au centre porte un plan d'action afin de « mettre les machines au service de l'humain » et de garantir la possibilité d'une société libre à dimension humaine ainsi que d'une solidarité entre les machines et l'humain qui doit conserver le contrôle de son destin et préserver sa démocratie européenne. Les outils numériques d'aujourd'hui seront peut-être hélas nos prisons numériques de demain (comme en Chine avec le crédit social ou en Iran avec la reconnaissance faciale utilisée pour traquer les femmes non voilées). Notre intelligence humaine sera en concurrence avec l'intelligence artificielle, la probable répartition entre les « gagnants » et les « perdants » s'effectuera entre les personnes ayant la maîtrise des outils pour apprendre et augmenter leur compétitivité et ceux qui en seront victimes (en bien plus grand nombre). Une vraie réflexion fiscale et sociale doit donc être ouverte dès à présent en sus de la réflexion sur nos libertés humaines et leur préservation.

D'un autre côté, nous risquons d'être submergés par une vague migratoire résultant du dérèglement climatique et de la concurrence entre les blocs (américain, chinois, russe) qui ont fait de l'Europe et de l'Afrique le territoire de leur lutte d'influence.

Notre point est donc de mettre une politique dite de « Réparer la nature » par des investissements massifs en matière de dépollution (notamment le ramassage des plastiques dans l'Océan), l'innovation verte (y compris dans le secteur du nucléaire afin de produire du sans-déchets, de sécuriser nos installations et de faire usage de moins d'eau). Nous agirons en matière de souveraineté alimentaire, médicale (production de médicaments) et nous renforcerons Frontex ainsi que le soutien au co-développement avec l'Afrique et l'extension du programme « Réparer la nature » à l'échelle mondiale afin de limiter la nécessité de migrations climatiques ou économiques.

Notre programme complet peut être lu ou visionné sur ecologistes.eu pour plus de détails sur les différents volets abordés dans la présente note. Ce programme a été pensé à travers notamment le concours de différents think tanks apolitiques, européens œuvrant pour la défense des droits humains, de l'égalité de dignité de tous les êtres humains (en particulier, femmes-hommes) et de réflexion autour des forces en action en Europe. Ce sont plus de 145 propositions programmatiques synthétiques qui sont mises à disposition ainsi que plusieurs essais écrits notamment de Jean Marc Governatori portant la vision d'une économie durable de marché pour l'Europe. En effet, technologie, écologie, économie sont compatibles dans le projet politique, géopolitique et économique porté par la liste Écologie au centre qui représente par ses colistiers et colistières toutes les régions, territoires, Français de l'étranger et DOM TOM et tous les profils de toutes les générations dans leur diversité avec notamment une personne en situation de handicap, Mathys Dupuis, étudiant élu non-voyant, de 23 ans, en position ultra éligible (nous sommes la seule liste à accueillir en notre sein plusieurs candidats en situation de handicap dont un en position n° 3 et une autre en position n° 12).



Nom
Rassemblement national

Tête de liste
Jordan BARDELLA



Votre réaction à ce plaidoyer ?

Tout d'abord, je vous remercie de m'avoir fait parvenir ce document qui m'a permis de prendre connaissance de vos propositions en faveur d'un rapprochement entre l'Europe et les citoyens, un projet que nous portons avec le Rassemblement National. Nous partageons plusieurs de vos ambitions. Je pense tout particulièrement à votre volonté d'instaurer une Europe de la proximité, avec l'inscription de la proximité d'approvisionnement comme critère discriminant dans les marchés publics, mais aussi le renoncement aux traités internationaux de libre-échange lorsqu'ils ne prévoient pas de réciprocité en matière de qualité de production.

Je vous rejoins également sur la nécessité de mettre en place un moratoire sur l'inflation normative -un enjeu que vous citez à juste titre comme important-, ou encore sur le projet d'une politique plus ambitieuse pour le développement de l'intelligence artificielle. Attaché aux échanges et au débat, je note toutefois quelques points de désaccords qui pourront nourrir des discussions prochaines. Ainsi, nous ne considérons pas qu'il faille, par exemple, renforcer davantage le Pacte vert européen. Ce pacte, décidé et mis en œuvre par Emmanuel Macron et la Commission européenne d'Ursula von der Leyen, est la source d'un certain nombre de dispositifs auxquels je suis opposé : la stratégie « De la ferme à la fourchette » et le programme « Restauration de la nature » en tête, qui portent une logique de décroissance et d'écologie punitive les producteurs français et européens. Le Pacte vert européen, qui fut au cœur des raisons de la colère paysanne en ce début d'année, c'est la double-peine pour les Français. Il désarme la compétitivité des entreprises et de l'agriculture françaises d'un côté et il compense les pénuries nouvelles, de l'autre, par l'explosion de l'importation de produits qui ne respectent pas nos normes

Les trois politiques prioritaires que vous déploieriez pour réenchanter le rêve européen ?

Notre ambition pour faire revivre l'Europe repose sur trois axes : protéger, produire et respecter la voix des peuples. Protéger d'abord, ce qui signifie que nous voulons réhabiliter la frontière comme outil de protection et de régulation. Concrètement, nous instaurerons un moratoire sur la négociation de nouveaux accords de libre-échange par l'Union européenne, nous défendrons l'exception agricole française pour protéger les terroirs et nos produits agricoles et nous imposerons aux importations le respect des normes environnementales et sociales européennes

Produire ensuite, en reprenant le contrôle de notre souveraineté pour rétablir la prospérité économique et préserver le modèle social des Français. Pour cela, nous rétablirons un prix français de l'électricité, nous autoriserons la priorité nationale dans la commande publique pour défendre nos emplois et nous libérerons les entreprises de l'asphyxie réglementaire européenne.

Respecter enfin, en construisant une organisation de coopération au service des peuples : appliquer le principe de subsidiarité et de proportionnalité pour que toute décision soit prise au plus près des peuples ; transformer la Commission européenne en un Secrétariat général du Conseil sans pouvoir décisionnaire ni initiative législative ; réaffirmer la supériorité de la Constitution française sur les normes et juridictions européennes.



Quelle territorialisation de l'action européenne, notamment des fonds européens ?

Les régions sont devenues les opérateurs de gestion des fonds européens, notamment FEADER. Ces fonds proviennent des ressources affectées par les États-membres au budget de l'Union européenne. L'allocation qui en est faite au niveau local est donc soumise à des critères définis par Bruxelles. C'est, une nouvelle fois, la double-peine pour les Français : ils paient plus qu'ils ne reçoivent en retour d'une part -la France est contributrice nette au budget de l'Union européenne, PAC comprise-, et perdent, de l'autre, une marge de pouvoir dans la prise de décision concernant l'utilisation de cet argent qui est le leur. Le Rassemblement National propose de diminuer la contribution nette française au budget européen. Cela permettra non seulement de combler une partie du déficit des comptes publics, mais aussi de rendre aux Français leur argent.

Quelles actions seraient à mener pour rapprocher l'Union des citoyens européens ?

Il faut mener plusieurs chantiers qui passent à la fois par une grande clarification et une cure d'amaigrissement : moins de normes, moins de délégations de souveraineté, plus de coopération économique, plus d'ambition au service des peuples européens. Les élections européennes du 9 juin prochain sont l'occasion d'un basculement historique : soit la marche forcée vers un super État européen centralisé, soit le retour des peuples au sein d'une véritable Europe des nations et des coopérations libres. Rapprocher les citoyens et l'Union européenne nécessite aussi de stopper la dérive fédéraliste en cours, empêcher la suppression du droit de veto au Conseil européen et mettre un terme à l'élargissement.

Quelle est votre vision de l'Union européenne en 2029 (prochaine élection) et en 2050 ?

2029 et 2050 seront des jalons importants pour réaliser l'ambition européenne qui est la nôtre : construire l'Europe du XXI^{ème} siècle dont la France et les peuples européens ont besoin. Notre vision est celle d'une Europe des nations puissante.

Cela signifie pour nous être fidèle à l'idée originelle du projet européen telle que portée par le Général de Gaulle : la participation de chaque nation à une organisation qui soit pour elle un multiplicateur de puissance, qui ouvre des opportunités nouvelles de croissance et garantit une protection supplémentaire.

Cette Europe puissante, c'est l'Europe des projets face aux grands défis du XXI^e siècle. Face aux enjeux climatiques, je propose d'engager une diplomatie écologique en Europe : la France peut incarner et faire valoir un modèle vertueux grâce à sa maîtrise de l'énergie nucléaire et à sa capacité de développer de nouvelles technologies comme l'hydrogène. Face aux défis de l'intelligence artificielle, nous devons mutualiser les forces et le génie des nations européennes pour constituer un cloud souverain européen et créer les champions européens du numérique de demain. Ces projets, nous les porterons avec la force du peuple français demain au Parlement européen



Nom
Réveiller l'Europe

Tête de liste
Raphaël GLUKSMANN



Votre réaction à ce plaidoyer ?

Vous avez bien voulu nous faire part du plaidoyer que l'ANPP – Territoires de Projet, adresse aux candidats aux élections européennes, nous vous en remercions.

Vous appelez à « renforcer avec conviction le projet européen ». C'est le sens de la campagne que nous menons en vue du scrutin du 9 juin prochain. Chaque jour, nous le réaffirmons : nous voulons renouer avec une Europe puissante et solidaire, qui assume son rôle dans la révolution écologique, le progrès social et la cohésion territoriale. Et chaque déplacement nous le confirme : cela passera nécessairement par les territoires, qui sont au cœur du projet européen porté par Raphael Glucksmann pour la liste Parti Socialiste – Place Publique. Comme vous, nous souhaitons donner à l'Europe les « outils adaptés à une véritable et ambitieuse politique européenne pour les territoires », et « rapprocher l'Union Européenne des citoyens et des territoires ». Dès lors, nous sommes en accord avec la majeure partie des constats et surtout des propositions que vous formulez. La Politique Agricole Commune (PAC) doit devenir une Politique Agricole et Alimentaire Commune (PAAC) pour délaisser la boussole productiviste et privilégier une approche d'utilité alimentaire, sociale et écologique, tout en garantissant le revenu des agriculteurs via des prix planchers rémunérateurs et la sortie du libre-échange débridé.

La décentralisation des politiques européennes doit également être renforcée. Les villes, départements et régions doivent être reconnus par l'Union européenne comme des acteurs associés à la définition, la mise en œuvre et le suivi des politiques européennes.

La cohésion territoriale doit redevenir pleinement un pilier de l'Union, pour éviter les phénomènes de concurrence ou de dumping entre territoires. Nous voulons créer un « bouclier rural » permettant de financer, en investissement et en fonctionnement, des projets d'installation ou de maintien des services publics, notamment pour l'accès à la santé. Nous ferons de l'Union européenne une Europe des solutions qui apportera jusqu'à 100% de financements pour les projets qui touchent aux services publics de base (construction ou rénovation de logements sociaux, écoles, installation de professionnelle de santé) dans les territoires en décrochage.

De même, vous soutenez les ambitions en matière de numérique et d'intelligence artificielle. Nous n'envisageons pas cette transition sans y inclure tous nos citoyens : nous imposerons que tout investissement privé dans le numérique prenne en compte les infrastructures et services numériques dans les territoires ruraux.

Si nous voulons « réveiller l'Europe », comme l'indique notre slogan, nous voulons également faire rêver les Européens pour un avenir plus durable et plus solidaire. Vous nous interrogez sur nos trois politiques prioritaires à cette fin. Pour les faire advenir, nous estimons cependant nécessaire de compléter le lexique du rêve par celui du projet, et nous tenons donc à illustrer chacun de ces trois axes par une mesure concrète et financée.



Nous voulons une Europe sociale : la justice sociale est un prérequis à l'ensemble des transformations que nous entendons mener. Ainsi, nous répondrons à la crise du logement par des mesures fortes et durables : la rénovation et la construction massive de logements sobres et abordables ; la régulation des marchés immobiliers et des plateformes numériques telles qu'Airbnb ; et la mise en place d'une tarification sociale de l'énergie et de l'eau.

Nous ferons la révolution écologique : les conséquences du changement climatique sont déjà dramatiques et la décarbonation de nos économies comme la protection de la nature sont des nécessités absolues. Nous entendons construire une véritable Europe du train autour de plusieurs piliers: relance des petites lignes qui désenclavent nos territoires ruraux ; investissement dans les Intercités, les RER métropolitains, les trains de nuit et le fret ; renforcement de l'interconnectivité modale ; et instauration d'un ticket climat à 49€/mois permettant de voyager partout en Europe (hors TGV).

Enfin, nous voulons une Europe humaniste et démocratique : nos élus se battront les cinq prochaines années pour la protection de l'Etat de droit, des libertés fondamentales et de l'universalité des droits humains. En ce sens, nous défendrons une Union résolument féministe harmonisant les droits des femmes sur le modèle de la « Clause de l'européenne la plus favorisée », nous inscrivons le droit à l'avortement dans la Charte des droits fondamentaux, et nous renforcerons les ressources des organisations féministes et les financements des services publics de santé sexuelle et reproductive, d'accès aux soins et d'accompagnement des victimes de violences sexuelles et sexistes.

La mise en œuvre de ces objectifs passera par une territorialisation réussie de l'action européenne, par un partenariat plus simple et efficace avec les collectivités. La politique régionale des fonds européens, menée au plus près du terrain par les collectivités territoriales, a montré son efficacité. Nous portons deux propositions pour accentuer encore son impact. Premièrement, nous souhaitons voir ses moyens renforcés. Les aides doivent être sanctuarisées et ne doivent plus être réparties uniquement sur la base du PIB ou du nombre d'habitants, mais avoir pour objectif de réduire les vulnérabilités sociales, écologiques et territoriales. Nous appelons ainsi à une augmentation des montants alloués au Fonds pour une Transition Juste (FTJ), qui sera essentiel pour assurer la justice sociale en même temps que la transition vers la neutralité climatique.

Deuxièmement, le processus de décision doit inclure de manière approfondie les acteurs locaux. Nous rejoignons votre proposition concernant le programme LEADER : son usage doit être généralisé au niveau local pour permettre un développement au plus proche des citoyens, le tout dans un renforcement des montants provenant du FEADER au gré de la réforme de la PAC. En cohérence avec ces deux objectifs de régionalisation accrue des fonds européens, nous porterons une modification d'ampleur pour les territoires ultra-marins - dont certains sont représentés par votre association. Alors qu'aujourd'hui le Programme d'Options Spécifiques à l'Éloignement et à l'Insularité (POSEI) se concentre sur le soutien à la souveraineté alimentaire, nous voulons étendre son champ et ses financements à l'énergie et l'eau.



Nous sommes également convaincus que les fonds ne doivent pas être le seul processus de territorialisation de l'action européenne. La politique industrielle, et de manière générale la politique de l'emploi doivent être investies par l'UE et adaptées aux spécificités de chaque territoire, et ce à tous les niveaux. A l'échelle du continent, nous portons un « *Buy European Act* » pour donner la priorité de la commande publique aux productions européennes. Nous créerons un « bouclier emploi » qui généralisera le principe « former plutôt que licencier » pour garantir la reconversion des salariés et qui établira une garantie européenne pour l'emploi, notamment via la généralisation de la garantie locale pour l'emploi et des expérimentations comme « Territoires Zéro Chômeur de Longue Durée ».

Les citoyens européens font l'Union Européenne et nous devons reconnaître ce qu'ils apportent dans leur diversité. Nous sommes donc en accord avec votre formulation de la nécessité de « rapprocher l'Union des citoyens européens », et vos propositions de campagnes de communication et de mise en avant des solidarités à l'échelle européenne. Pour aller plus loin, la priorité est de relancer le processus démocratique. Les initiatives citoyennes européennes doivent être généralisées et déboucher sur des projets de directives ou de règlements. De même, le Parlement Européen – dont les membres sont directement élus par les citoyens européens – doit récupérer un pouvoir d'initiative législative renforcé. Enfin, nous voulons d'une Europe qui fait vivre les projets au long cours, en permettant par exemple un Erasmus universel accessible à toutes et tous, mais également les activités du quotidien, en finançant le sport amateur et en doublant le budget alloué à la culture.

Pour finir, nous vous remercions pour l'occasion que vous nous donnez de présenter notre vision de l'UE en 2029 et 2050. En 2029, nos élus de la liste Parti Socialiste – Place Publique présenteront un bilan en cohérence, débattu, construit en commun, et qui s'appuiera sur l'émergence d'une Europe de la puissance publique, une Europe qui assure sa défense et sa souveraineté sanitaire, industrielle, alimentaire et numérique ; une Europe qui consolide la voie du Pacte Vert pour réduire nos émissions de gaz à effet de serre ; une Europe qui renforce les droits sociaux et humains ; et une Europe qui regarde avec optimisme la poursuite de la construction européenne avec les pays candidats. 2050 doit signer la récompense de ces efforts. Nous croyons en une Union Européenne qui aura répondu au défi du dérèglement climatique, qui aura replacé la solidarité au cœur du projet commun, et où les sentiments nationaux et européens coexisteront dans l'ensemble des États membres qui auront fait le choix de l'union et la démocratie.

Madame la Présidente, les territoires seront déterminants pour construire cette vision de l'Union Européenne. Nous nous battons tout au long des cinq prochaines années pour leur assurer une place à la hauteur de leur importance dans les décisions européennes.

Je ne doute pas que vous mobiliserez également toute votre énergie à faire advenir le projet d'une Union Européenne proche de ses territoires et de ses citoyens.



Nom
La France insoumise

Tête de liste
Manon AUBRY



Votre réaction à ce plaidoyer ?

Le renforcement du projet européen ne sera possible que par le lancement d'un processus de révision des traités garantissant la souveraineté des peuples. Les règles d'austérité sont destructrices et doivent être abandonnées. Nous soutenons la protection du mieux-disant écologique et social, avec la règle verte - ne pas prélever sur la nature davantage que ce qu'elle peut reconstituer - comme objectif prioritaire. Comme vous, nous portons les objectifs de souveraineté énergétique, numérique, agricole, alimentaire, industrielle, électronique et pharmaceutique. Nous conserverons une prise de décision humaine en toute circonstance dans les entreprises et les services publics qui utilisent l'intelligence artificielle. Nous sortirons du modèle productiviste actuel de la politique agricole commune (PAC) pour bifurquer vers un modèle bio et paysan, respectueux du bien-être animal. L'Union européenne doit renforcer l'aide au développement des États membres et remplacer les accords de pêche et de commerce injustes entre l'UE et les pays en développement.

Pour une politique européenne au service des populations sur tous les territoires, nous soutenons la dotation en outils adaptés comme le Pacte vert et son renforcement ainsi que le redéploiement de services publics forts dans les départements et communes afin de permettre une égalité entre les populations. Nous instaurerons une éco-conditionnalité pour l'utilisation des fonds européens, notamment en contraignant la Banque centrale européenne (BCE) à intégrer l'accord de Paris dans toutes ses actions. Nous voulons rendre aux communes leur liberté d'association et mettre fin aux EPCI, structures opaques qui éloignent les citoyens des prises de décision.

Pour rapprocher les citoyens de l'Union européenne, il faut rendre aux peuples leur souveraineté. La démocratie est bafouée en permanence dans cette institution gouvernée par les lobbies et les intérêts financiers. Cela passe par mettre fin à la culture d'opacité qui mine la confiance des citoyens, rend les gouvernements irresponsables de leurs positions politiques et donne tout pouvoir aux lobbies et aux entreprises transnationales.

Les trois politiques prioritaires que vous déploieriez pour réenchanter le rêve européen ?

La construction européenne s'est faite sur une promesse de paix. Pourtant, en acceptant de se ranger derrière l'OTAN, l'Union européenne s'inscrit aujourd'hui dans une stratégie étatsunienne d'escalade des tensions à travers le globe. Nous proposons de renouer avec cet idéal de paix : l'Union européenne doit incarner la voix de la paix dans le monde en exigeant un cessez-le-feu immédiat et permanent à Gaza, ainsi que la désescalade, le retour à la diplomatie et la paix en Ukraine. Il s'agira notamment d'appuyer toutes les initiatives diplomatiques visant à obtenir la libération des otages détenus à Gaza par le Hamas, ainsi que la libération des prisonniers palestiniens détenus arbitrairement par le gouvernement de Netanyahu et de suspendre l'accord d'association entre l'Union européenne et l'État d'Israël tant que perdureront l'occupation et la colonisation des territoires palestiniens.



Les années à venir sont décisives pour l'Humanité. Face au bouleversement climatique et à ses effets irréversibles, l'Union européenne peut et doit être à la pointe de la lutte pour la sauvegarde de nos écosystèmes tout en garantissant une vie digne pour toutes et tous. L'intérêt général humain le commande. Les États membres peuvent être rassemblés autour de la planification écologique, du passage au 100% énergies renouvelables à horizon 2050 et de la taxation des superprofits pour financer cette grande bifurcation.

Enfin et surtout, la construction européenne ne peut être « réenchantée » sans une transformation profonde des traités. Si les peuples européens se montrent sceptiques à l'égard de l'UE, c'est parce que la construction européenne s'est faite sans eux, voire contre eux. En témoigne la ratification du traité de Lisbonne par la France en 2008, alors même que les Français avaient rejeté le projet de Constitution européenne trois ans plus tôt. Plus récemment, c'est le peuple grec qui a vu sa souveraineté bafouée et qui a souffert de la violente austérité imposée par la Troïka. Aussi, nous acterons l'échec de la Conférence sur l'avenir de l'Europe et proposerons une nouvelle méthode : l'activation de l'article 48 pour refonder les traités. Nous proposerons de nouveaux traités respectueux de la souveraineté des peuples et les ferons ratifier par référendum. Dans ce cadre, nous défendrons la démocratisation de l'Union européenne, l'abandon des règles d'austérité, la protection du mieux-disant écologique et social, et la règle verte comme objectif prioritaire.

Quelle territorialisation de l'action européenne, notamment des fonds européens ?

Nous mènerons des politiques de cohésion ambitieuses. Nous défendrons prioritairement l'augmentation des fonds européens de cohésion dans le cadre de la révision du budget pluriannuel de l'Union européenne (CFP) et de l'élaboration du nouveau budget. Nous simplifierons ensuite la gestion des fonds européens pour les rendre utiles et faciles d'accès pour les petits porteurs de projets et les plus petites communes.

Nous ferons du soutien aux projets d'initiatives citoyennes dans les villes un axe spécifique du Fonds de développement régional. Nous doublerons le Fonds social européen et renforcerons notamment les financements pour l'aide alimentaire aux plus démunis, notamment à destination des jeunes en études pour financer des initiatives de repas publics biologiques, locaux, de qualité. Nous défendrons la création d'un Fonds européen d'adaptation au changement climatique, pour organiser la préparation aux catastrophes naturelles de plus en plus fréquentes et intenses sur tous les territoires.



L'Union européenne s'étend sur les cinq continents grâce aux territoires dits ultramarins. Leurs problèmes sont souvent vus avec autant de distance que les kilomètres qui les séparent de Bruxelles, pourtant ils sont plus durement touchés par les politiques austéritaires de la Commission européenne. Nous défendons notamment l'alignement par le haut des conditions de travail et de protection sociale pour toutes et tous ! Nous ferons de la bifurcation écologique, de l'autonomie énergétique, de l'autonomie alimentaire, du plein emploi, de la lutte contre la vie-chère et du rattrapage des retards des priorités européennes pour les régions ultrapériphériques (RUP) et les pays et territoires d'outre-mer (PTOM). Pour y parvenir, nous défendrons l'augmentation des dotations budgétaires européennes (dans tous les fonds existants) et pour les PTOM (par l'augmentation des dotations dédiées issues du Fonds Européens de Développement).

Nous poursuivrons le combat pour renforcer le financement du Programme d'Options Spécifiques à l'Éloignement et à l'Insularité (POSEI) pour l'agriculture, pour soutenir des salaires dignes pour les agriculteurs, pour consolider les filières traditionnelles d'exportation et poursuivre le développement des filières de diversification agricole en visant l'autonomie alimentaire. Nous l'élargirons aux domaines de la pêche artisanale, des transports, de la connectivité, de l'énergie et du numérique. Nous mobiliserons le Fonds européen pour les affaires maritimes, la pêche et l'aquaculture pour la modernisation de la flotte de pêche artisanale des RUP françaises. Nous créerons des soutiens spécifiques pour accroître leur autonomie énergétique et des fonds dédiés à la protection de la biodiversité terrestre et marine. Enfin, nous défendrons l'attribution de ressources dédiées dans les domaines de la recherche, l'innovation, la culture, l'éducation, la formation, l'emploi, la pauvreté, le dérèglement climatique et le tourisme durable.

Quelles actions seraient à mener pour rapprocher l'Union des citoyens européens ?

Pour rapprocher l'Union européenne des citoyens, il faut mettre fin à la toute-puissance de la Commission européenne, dénuée de toute légitimité démocratique. Nous défendons prioritairement un Référendum d'Initiative Citoyenne (RIC) européen en rendant obligatoire l'examen de ce texte par le Parlement européen et en abaissant le seuil pour l'initiative citoyenne européenne à 500 000 personnes dans 4 États membres. Nous renforcerons les politiques de cohésion par l'association des communes et des citoyens à l'élaboration des projets de cohésion. Nous garantirons la transparence et renforcerons les outils de lutte contre la fraude et le ciblage écologique et social de l'utilisation des fonds de cohésion.



Nous instaurerons la transparence sur l'ensemble des votes au Conseil européen (chefs d'État) et au Conseil de l'Union européenne (ministres). Nous établirons la transparence dans l'ensemble des négociations au Parlement européen, au Conseil, dans les trilogues (sessions de négociations des lois entre les trois institutions européennes) et à l'Eurogroupe. Nous rendrons systématiquement publics les votes des députés européens en session plénière comme en commission, et créerons une base de données accessible et gratuite pour permettre aux citoyens de les consulter.

Enfin, nous renforcerons le rôle et l'implication citoyenne, syndicale et associative dans la prise de décision dans la perspective de favoriser l'adoption de politiques d'intérêt général.

Quelle est votre vision de l'Union européenne en 2029 (prochaine élection) et en 2050 ?

Nous voulons mettre un coup d'arrêt à leurs politiques destructrices ! L'urgence sociale nous oblige à mettre en œuvre un programme de rupture : garantir l'accès aux besoins essentiels, à un revenu digne, défendre nos droits fondamentaux contre les libéraux et l'extrême droite, rendre le pouvoir au peuple, faire payer les riches, ceux qui polluent et qui se gavent, planifier la bifurcation écologique grand défi de notre siècle. Les députés insoumis auront pour premières tâches de bousculer les institutions pour ouvrir la voie, lancer l'alerte, bloquer la Commission européenne et arracher des avancées pour les peuples, pour la planète, pour la paix.

En 2029, au terme d'un nouveau mandat, nous aurons renforcé le Pacte vert par un deuxième volet plus ambitieux. Par ce renforcement, nous aurons amorcé une véritable planification de la réduction des émissions des secteurs énergétiques et industriels, par le biais d'objectifs sectoriels contraignants et d'un objectif de réduction des émissions conforme au respect de l'Accord de Paris, notamment en appliquant le principe pollueur-payeur pour les entreprises.

Nous aurons sanctuarisé le droit des femmes à disposer d'elles-mêmes en incluant le droit à l'IVG et à la contraception dans la Charte européenne des droits fondamentaux. Nous aurons mis fin à la concurrence entre les travailleurs européens en mettant un terme au statut de travailleur détaché. Nous aurons garanti le droit d'asile sur le sol européen après avoir agi sur les migrations forcées, remplacé Frontex par une agence européenne de sauvetage en mer et sur terre.

Nous serons parvenus à faire baisser les prix de l'électricité en abolissant les règles du marché européen de l'électricité et en bloquant les prix, ainsi que ceux de l'alimentation, en encadrant les marges de la grande distribution et de l'industrie agroalimentaire. Nous aurons en outre mis en place une taxe permanente sur les superprofits et sur les revenus des plus riches afin de créer de nouvelles ressources pour financer la bifurcation écologique.



Nous aurons permis à l'Union européenne de renouer avec son idéal de paix, en agissant pour un cessez-le-feu et un retour à l'action diplomatique en Ukraine, pour la fin du massacre à Gaza, l'arrêt de la colonisation illégale en Cisjordanie, et la reconnaissance d'un État palestinien.

En 2050, nous aurons planifié la bifurcation écologique en suivant les principes de la règle verte et de la règle bleue. Nous serons passés au 100 % énergies renouvelables, sortis du nucléaire et du marché de l'électricité, et aurons rénové les passoires thermiques ce qui nous permettra d'atteindre les objectifs de l'Accord de Paris sur le réchauffement climatique. Nous aurons atteint la neutralité carbone dès 2040. Nous serons passés à un système agricole 100 % biologique et paysan, rémunérateur pour les agriculteurs. Nous serons sortis des accords de libre-échange. Nous aurons également préparé nos économies aux changements inévitables que le réchauffement climatique implique. Nous aurons protégé nos ressources en eau douce des pollutions (produits phytosanitaires, ainsi que la biodiversité des mers et océans. Enfin, au terme d'un processus de renégociation des traités validé par référendum, nous serons sortis des règles d'austérité et du chantage à la dette publique, aurons chassé les *lobbies* des institutions européennes, et garanti la souveraineté des peuples en Europe.



Nom
Les Ecologistes - EELV

Tête de liste
Marie TOUSSAINT



Renforcer le projet européen.

La liste Europe Ecologie partage votre intérêt et vos perspectives pour l'intégration européenne, sa souveraineté. Nous proposons une organisation fédérale qui est la seule à même de permettre des prises de décisions démocratiques et efficaces sur les sujets structurants pour le continent européen et de laisser l'autonomie et la marge de manœuvre aux Etats et aux collectivités locales pour exercer les compétences qui leur reviennent. De plus, nous proposons également une approche globale des politiques de développement, de diplomatie avec une augmentation significative de l'aide publique au développement. Nous partageons vos préoccupations et propositions sur l'agriculture et défendons depuis de nombreuses années au Parlement européen, avec Benoît Biteau et auparavant avec José Bové une politique agricole commune rémunératrice pour les paysans et les paysannes, protectrice de l'environnement et du climat. L'ensemble de nos propositions pour accompagner l'agriculture et la pêche dans la transition sont disponibles dans notre programme (dont les questions commerciales et de prestations écosystémiques sur lesquelles nous partageons votre regard).

Nous saluons également votre appel à une Europe de la sobriété. L'ensemble de notre programme est construit autour de la logique du respect des limites planétaires et de la garantie d'un plancher social. L'Europe doit se doter d'une stratégie de la sobriété dont la discrimination sur des critères environnementaux dans les marchés publics pourrait faire partie. De la même manière, la proximité d'approvisionnement doit pouvoir être intégrée dans la commande publique.

Sur la question de la souveraineté, nous souhaitons également souligner la proposition que nous portons de service public du médicament pour lutter contre les pénuries. La construction d'un consortium industriel, "Airbus du médicament", pour relocaliser la production et l'ouverture d'un droit de préemption contre les délocalisations participeront aussi de la souveraineté pharmaceutique de l'Union.

Agenda Rural européen : L'invisibilisation des territoires ruraux et périurbain a assez duré. Si, en France, les acteurs locaux ont réussi une mobilisation importante pour remettre le sujet des campagnes et des ruralités dans les débats, il reste du chemin à parcourir au niveau européen et l'agenda rural européen doit être remis sur la table.

La question des liens villes - campagnes est essentielle et se développe de multiples manières. Les travaux et les dynamiques communes (par exemple, autour de projets alimentaires territoriaux) doivent pouvoir être menés. Nous devons toutefois être vigilants que l'argent fléché pour les zones rurales, ne finisse pas par bénéficier aux cœurs urbains



Une politique européenne ambitieuse pour les territoires

Nous partageons votre ambition de renforcer le Pacte Vert et insistons sur la nécessité de le financer, c'est pour cela que nous proposons un grand plan d'investissement de 260 milliards d'€ par an pour la transition. La conditionnalité des aides publiques à des objectifs sociaux et environnementaux est également bien présente dans les propositions portées par les Écologistes.

La définition des priorités dans le cadre de la politique de cohésion doit faire l'objet d'une discussion et d'un cadre européen. Les fonds européens représentent une manne importante que certains utilisent à leur seul profit, il est donc essentiel de disposer d'un cadre commun.

Néanmoins, les territoires et les acteurs locaux pourraient avoir une place plus importante dans la construction des programmes régionaux. Il sera intéressant pour la prochaine période de programmation des fonds européens de trouver un équilibre plus souple pour pouvoir adapter les programmes, permettre de saisir des opportunités du terrain et faciliter la gestion pour l'ensemble des acteurs impliqués.

Sur la question des normes, nous tenons à rappeler que les normes nous protègent, elles empêchent la course au moins disant et donc souvent au plus nocif. Si l'Union produit autant de normes c'est parce qu'elle est cantonnée à son rôle réglementaire. Pour rendre la politique de cohésion plus efficace et avec moins de paperasse, donner à l'Union un rôle de gouvernement et un rôle exécutif serait peut-être une piste plus efficace que des revues réglementaires méthodiques.

L'esprit LEADER+ et le rôle de l'ingénierie publique territoriale

La dynamique portée par le programme LEADER permettant de soutenir les acteurs locaux, de leur laisser les marges de manœuvre pour s'organiser et développer des projets transversaux qui leur correspondent doit être poursuivie et défendue.

Le rôle des acteurs locaux qui accompagnent les porteurs de projet doit également être soutenu. Ce sont les échelons intermédiaires qui peuvent assurer le maillage et la transversalité, qu'une politique d'accueil de la petite enfance puisse croiser avec un projet pour la biodiversité ou qu'une politique culturelle puisse compléter une politique d'attractivité des métiers locaux.



Rapprocher l'Union des citoyens et des territoires

Différentes actions comme celles que vous proposez peuvent être mises en place pour rapprocher l'Union des citoyens. L'enjeu est surtout de politiser les décisions prises au niveau européen, de montrer les points de débat, d'explicitier les lignes de clivage pour permettre aux citoyens et aux citoyennes de s'emparer de ces enjeux.

La concertation avec les territoires, les porteurs de projet et les acteurs locaux en amont de la construction de la politique de cohésion est particulièrement intéressante. Les élus locaux peuvent jouer ce rôle-là, en invitant les députés européens, en créant des lieux d'échange et de rencontre.

Politiques prioritaires pour réenchanter le rêve européen

Notre programme s'intitule "Pour un Etat-Providence écologique européen". Nous sommes entrés dans un nouveau régime climatique qui conditionne notre avenir. Ne pas le comprendre c'est tourner le dos à la réalité. Le danger climatique est la grande menace de notre temps. Nous sommes à l'heure des choix. Nous devons nous adapter à une situation qui s'aggrave tous les jours, et faire face à la fois à la dégradation de la situation sociale et à la crise écologique. Soit, nous continuons avec le modèle actuel et nous nous enfonçons dans le chaos, soit nous inventons les protections du 21ème siècle dont nous avons besoin.

Nous proposons un modèle de protection sociale et environnementale basé sur la solidarité : l'Etat-providence écologique, et nous proposons qu'il se déploie à l'échelle européenne car il est impossible de faire face aux périls écologiques en se limitant au seul cadre national. L'État-providence écologique européen fait de la protection des plus vulnérables sa boussole et fait donc de la réduction des inégalités structurelles une priorité politique. Il poursuit l'objectif de pleine santé des individus. Il vise également et évidemment à sauver le climat, protéger la biodiversité, et réencastrier l'économie dans les limites planétaires.

Le rêve européen s'est construit sur la paix, la solidarité. Avec cette proposition d'Etat-providence écologique européen, nous mettons au cœur de l'Europe, 3 valeurs pour "réenchanter le rêve européen" : la justice, la paix, l'écologie.

Pour la justice sociale, le réenchancement de l'Europe passe notamment par le renforcement des services publics et notamment en proximité dans les territoires, avec un protocole de progrès social pour sanctuariser les investissements sociaux des États-membres et en sortant les services publics de l'impératif de concurrence.



Pour l'écologie, le réenchantement passe par une politique globale, transversale et cohérente qui a du sens et que les citoyens perçoivent comme juste. Nous portons la proposition de respecter les 9 limites planétaires (le climat n'est qu'un des aspects, l'eau, la biodiversité en sont d'autres) et d'assurer un plancher social. Loin d'une transition centrée sur la technologie pour les plus riches et les privations pour les plus pauvres, nous proposons une approche écologique permettant de construire un espace prospère et juste où l'on se donne les moyens de répondre aux besoins de chacun tout en respectant notre environnement et les équilibres géophysiques de la Terre.

Vision de l'Europe dans 5 et 25 ans

Dans 5 ans, nous serons proches de 2030 et donc d'une étape de la transition écologique. Il y a deux scénarios, dont une bonne partie se joue le 9 juin :

Le scénario brun : la coalition des droites et des extrêmes-droites prend le pouvoir en Europe, poursuit la diffusion de son discours réactionnaire, xénophobe et climatosceptique, l'Europe continue de subventionner les énergies fossiles, revient sur le Pacte vert. Les catastrophes naturelles se multiplient touchant, toujours, les plus vulnérables, alimentant encore la rancœur, le désarroi, le repli. On a perdu 5 ans de plus

Le scénario vert : malgré la montée des extrêmes-droites, on arrive à maintenir les ambitions du Pacte vert, des solutions locales sont explorées (transport, solidarité, production), on obtient une organisation fédérale européenne et on est ainsi capables de décider de manière beaucoup plus efficace, on arrive à emprunter en commun pour financer la transition. Il y a des catastrophes naturelles, mais on a maintenu les services publics qui permettent d'accompagner et de prendre en charge les personnes. On a pu mettre en place un ISF climatique européen pour investir dans la transition écologique (rénovation des bâtiments, énergies renouvelables, transports en commun) et pour financer aussi l'adaptation. On sait qu'on entre dans la phase dure du dérèglement climatique, mais les garanties sociales rassurent la population qui ne se sent plus laissée de côté, les associations locales et le maillage territorial offre des lieux d'engagement qui sont moteurs.

En 2050, les générations qui ont connu "le-monde-d'avant" ont 60 ans. Grâce à la mobilisation des acteurs locaux, des zones entières ont pu être protégées : forêts, océans, rivières et ont pu s'adapter à la nouvelle donne climatique. Grâce aux investissements européens massifs, nous avons adapté nos infrastructures (santé, ferroviaire, énergie) et nos productions (agriculture, industrie). L'Europe a trouvé un chemin pour associer systématiquement la justice sociale aux mesures de transition écologique, garantissant le droit à l'énergie, à l'eau, à la mobilité, à une alimentation saine, protégeant l'emploi et les salariés. De nouvelles activités ont été créées, comme la dépollution, la production de médicaments, la réparation. Malgré de nombreuses difficultés, des tensions internationales, l'Union européenne, dans sa forme fédérale, a tenu bon et a pu s'adapter



Nom

La gauche unie pour le
monde du travail

Tête de liste

Léon DEFFONTAINES



Votre réaction à ce plaidoyer ?

Le Pacte rural européen est une avancée qui doit se traduire par des actes, des financements et une méthodologie correspondant à la réalité des besoins, lesquels sont, particulièrement en France, loin d'être satisfaits. La question du développement des services publics me paraît à cet égard primordial, dans une optique d'aménagement du territoire.

Or sur ce sujet, l'Union européenne ne nous aide pas, car l'austérité budgétaire et la logique de mise en concurrence n'épargnent pas les services publics. Les mécanismes et dispositifs en faveur de la cohésion et de la réduction des inégalités territoriales permettent d'atténuer les chocs, mais dans une mesure d'autant plus insuffisante que les budgets soutiennent davantage les régions pauvres d'Europe de l'Est que les nôtres.

Quelles politiques prioritaires pour « réenchanter le rêve européen »

Il est vrai que le « rêve européen » n'est pas aujourd'hui dans les cœurs et les esprits de nos concitoyens. D'après une enquête parue dans Le Figaro la semaine dernière, 91% des Français se considèrent bien plus français qu'européens. Il faudrait que la classe politique et plus généralement les élites de notre pays en tiennent compte. Il n'y a pas de « peuple européen », ni de « nation européenne », comme le prétend par exemple Bernard Guetta. Il y a « des » peuples européens, qui sont confrontés à des problèmes très concrets, que l'Union européenne pourrait essayer de résoudre, mais hélas elle ne le fait pas.

Si c'était à moi de décider, je donnerais trois priorités : une politique de relance budgétaire (l'UE a décidé de faire l'inverse en avril dernier, avec le nouveau pacte budgétaire), une autre politique de l'énergie (en sortant du marché de l'électricité et de sa tarification absurde sur le cours du gaz) et une autre politique commerciale (qui cesse de supprimer les droits de douane et donc de favoriser les délocalisations et la désindustrialisation).

Quelle territorialisation de l'action européenne ?

Actuellement, hors PAC, ce sont environ 17 milliards qui sont attribués à la France au titre principalement du FEDER et du FSE sur la programmation 2021-2027. Les Régions en gèrent et en attribuent les deux tiers. C'est extrêmement chronophage et bureaucratique ; et les nouvelles dimensions des Régions ne favorisent guère une gestion au plus près des réalités du terrain.

Mais serait-il plus efficace de déléguer la gestion d'une partie de ces fonds à des échelons infra-régionaux ? Et si oui, lesquels ? Les départements supportent déjà une charge très lourde. Et ni les communes, ni les OPCI ne sont pas équipés pour. Je suis sceptique sur l'opportunité de modifier à nouveau la répartition des compétences. Il vaudrait mieux consolider la compétence régionale, car les effectifs n'ont pas forcément suivi, lors de la dévolution de 2014, et cela donne lieu parfois à des non-consommations de crédits.



Quelles actions pour rapprocher l'UE des citoyens ?

C'est très difficile car il n'y a pas vraiment « d'intérêt général européen ». Ce sont surtout les réalités nationales qui prédominent, tant dans l'imaginaire collectif que dans la vie politique. Et pourtant, l'UE s'occupe de beaucoup de choses, certes d'ordre économique, mais qui touchent la vie quotidienne des gens. La plupart des personnes avec qui je discute d'Europe ont la sensation que c'est très loin d'eux, voire que « ce n'est pas pour eux ».

Alors comment faire une Europe « pour » les citoyens ? En menant des politiques européennes qui répondent à leurs préoccupations et leurs besoins. C'est-à-dire en mettant la question sociale au cœur du projet européen, ce qui est très loin d'être le cas. On nous parle par exemple d'un SMIC européen. Actuellement, il n'y en a pas. Il y a juste un texte qui préconise de mettre en place un salaire minimum par Etat-Membre, à 60% du revenu médian, et de tenir des négociations patronat-syndicats. Si on faisait un vrai SMIC européen, avec une progression dynamique pour réduire les écarts de revenus dans l'Union, cela constituerait un vrai rapprochement de l'UE des citoyens.

Si l'Europe protégeait son industrie comme les Américains par exemple, avec des droits de douane sur certaines marchandises clé de la transition écologique (voitures électriques, panneaux solaires etc), cela favoriserait l'emploi sur le continent. Si l'UE cessait de faire de l'agriculture la variable d'ajustement de tous les accords de libre-échange, comme l'a admis le Président Macron à la Sorbonne, et mettait en place une PAC centrée sur la souveraineté alimentaire, la qualité des produits et des revenus rémunérateurs pour les agriculteurs, cela serait très positif pour l'UE. Hélas pour l'instant elle ne fait rien, ou si peu, de tout cela. Avec une autre majorité au Parlement, c'est-à-dire avec plus de députés de gauche, les citoyens verraient vite la différence !

Quelle Europe en 2029 et en 2050 ?

Je ne sais plus quel penseur disait que le long terme, ce sont des couches de court-terme sédimentées. Faire un exercice d'imagination à 25 ans me paraît donc un peu présomptueux. Pouvait-on imaginer en 1995 que la Russie envahirait l'Ukraine et menacerait la sécurité de l'Europe ? Dans les années 2010, personne n'imaginait qu'il serait prudent et prévoyant d'avoir des budgets de défense corrects. Alors imaginer ce que sera l'Europe en 2050... Peut-être aura-t-elle disparu ? Peut-être aura-t-elle pris une forme totalement différente de celle d'aujourd'hui ? On n'en sait rien.

Imaginer l'Europe à 5 ans en revanche me paraît moins acrobatique. Je ne pense pas qu'elle se sera élargie à huit nouveaux pays car ce serait politiquement ingérable et une nouvelle dose de dumping social. J'espère qu'elle sera en paix, de l'Atlantique à l'Oural. J'espère qu'elle aura trouvé en elle les ressources pour stopper son décrochage économique et technologique par rapport aux USA et la Chine. J'espère donc qu'elle aura changé dans le bon sens, c'est-à-dire la défense des intérêts des peuples qui la composent.



Nom
Lutte ouvrière

Tête de liste
Nathalie ARTHAUD



Au-delà des questions que vous nous posez et qui concernent le mode de gestion des diverses subventions, dont les fonds européens, l'actualité des territoires ruraux est surtout marquée par l'aggravation de la crise économique et la dégradation des conditions de vie de la population la plus pauvres dans les régions, les territoires ruraux. La domination des gros sur les petits est un des aspects les plus révoltants du capitalisme. L'agriculture ne déroge pas à cette règle. Si nombre d'agriculteurs ont du mal à se verser un Smic, la filière est très lucrative pour les actionnaires de Lactalis et de Bigard. Elle rapporte gros aux semenciers et aux trusts de l'agrochimie les Bayer et Cie. Elle fait prospérer les actionnaires de Danone, d'Unilever, des fabricants de matériel agricole, ainsi que les Leclerc, Carrefour et Auchan. Sans oublier les banques qui profitent de l'endettement forcé des agriculteurs ! Ceux-ci ont eu bien des raisons de se battre. ils nourrissent le pays. Mais sans les ouvriers fabriquant tracteurs et moissonneuses, sans ceux des abattoirs, sans camionneurs et caissières, la nourriture n'arriverait pas dans nos assiettes. Avec les agriculteurs, les travailleurs de l'agroalimentaire, de l'énergie, de l'automobile, de la santé... sont aussi indispensables à la société. Malheureusement, non seulement ceux qui sont à la tête des régions ou des collectivités locales ne protestent pas pour la plupart contre cette politique mais pour une grande part y ont participé eux-mêmes. La seule politique proposée par la grande majorité des élus locaux est de multiplier les cadeaux financiers aux dirigeants des entreprises de leur territoire, dont ceux des fonds européens, en entrant ainsi dans une sorte de compétition malsaine où chacun propose de faire mieux que son voisin en termes d'aides attribuées aux patrons.

Tout cela se fait au détriment des besoins publics et se fait au détriment des communes rurales les plus petites. Et le recul dans le service à la population signifie, pour le maire et les élus, plus de sollicitations pour aider ceux qui se trouvent en difficulté. Ce dévouement des maires de petites communes, très apprécié de la population, rend d'autant plus choquante la volonté des gouvernants, non seulement d'asphyxier financièrement les communes, mais également d'en réduire le plus possible le nombre.

Toutes les institutions actuelles, celles de l'Union européenne comme celles des États nationaux, sont des instruments au service des intérêts des classes possédantes, de la minorité de riches bourgeois qui tirent leur fortune de l'exploitation des travailleurs. Nos candidats disent qu'une autre perspective, débarrassée du capitalisme, est indispensable pour la société : celle d'une organisation planifiée et rationnelle de la production agricole et industrielle pour satisfaire les besoins de tous, car les moyens de le faire existent.

De l'Espagne à la Pologne, de la Grèce à l'Irlande, le monde du travail – actifs, chômeurs ou retraités – recule sous les coups d'une classe capitaliste rapace. L'Union européenne n'a pas amélioré la vie des travailleurs, ni renforcé l'amitié entre les peuples. En plus de 60 ans d'existence, elle n'a même pas garanti un smic européen, ni le droit à l'IVG pour les femmes. Et pour cause ! L'UE est le résultat de sordides marchandages entre banquiers et industriels pour surmonter le morcellement de l'Europe en États nationaux et se placer dans la concurrence internationale.



Le problème n'est pas de savoir si les décisions sont prises à Bruxelles ou à Paris, mais quelle classe sociale les prend et pour quels intérêts. Tant que la grande bourgeoisie et ses multinationales domineront, il n'y en aura que pour les milliardaires, quitte à ce qu'ils laissent un champ de ruines derrière eux. L'état catastrophique dans lequel se trouve la société humaine n'est pas dû à une mauvaise gestion du capitalisme ni au fait que le capitalisme serait mal contrôlé. C'est le mode de fonctionnement du capitalisme.

Toutes les institutions actuelles, celles de l'Union européenne comme celles des États nationaux, sont des instruments au service des intérêts des classes possédantes, de la minorité de riches bourgeois qui tirent leur fortune de l'exploitation des travailleurs. Nos candidats disent qu'une autre perspective, débarrassée du capitalisme, est indispensable pour la société : celle d'une organisation planifiée et rationnelle de la production agricole et industrielle pour satisfaire les besoins de tous, car les moyens de le faire existent. De l'Espagne à la Pologne, de la Grèce à l'Irlande, le monde du travail – actifs, chômeurs ou retraités – recule sous les coups d'une classe capitaliste rapace. L'Union européenne n'a pas amélioré la vie des travailleurs, ni renforcé l'amitié entre les peuples. En plus de 60 ans d'existence, elle n'a même pas garanti un smic européen, ni le droit à l'IVG pour les femmes. Et pour cause ! L'UE est le résultat de sordides marchandages entre banquiers et industriels pour surmonter le morcellement de l'Europe en États nationaux et se placer dans la concurrence internationale. Le problème n'est pas de savoir si les décisions sont prises à Bruxelles ou à Paris, mais quelle classe sociale les prend et pour quels intérêts. Tant que la grande bourgeoisie et ses multinationales domineront, il n'y en aura que pour les milliardaires, quitte à ce qu'ils laissent un champ de ruines derrière eux. L'état catastrophique dans lequel se trouve la société humaine n'est pas dû à une mauvaise gestion du capitalisme ni au fait que le capitalisme serait mal contrôlé. C'est le mode de fonctionnement du capitalisme



Nom
La France fière

Tête de liste
Marion MARECHAL





Le parti Reconquête considère que "seuls les communes et les départements devraient être maintenus comme collectivités ».

[Retour par téléphone](#)



Nom
La ruche citoyenne

Tête de liste
Lorys ELMAYAN



Votre réaction à ce plaidoyer ?

La Ruche Citoyenne promeut l'idée de renforcer avec conviction le projet européen, elle désire se doter d'outils adaptés à une véritable et ambitieuse politique européenne pour les territoires. Il s'agit de rapprocher l'Union européenne de ses citoyens et des territoires. Pour cela, nous œuvrons pour faire naître une constitution européenne écrite pour et par les citoyens sur leur territoire.

Les trois politiques prioritaires que vous déploieriez pour réenchanter le rêve européen ?

La Ruche Citoyenne désire une politique axée sur l'institution et la Constitution européenne; sans Constitution européenne, aucun rêve durable n'est possible. Il s'agit de réenchanter ce rêve en faisant de l'anti-corruption une règle centrale. Le troisième pilier de ce rêve reste le programme le plus beau de ces trente dernières années à savoir ERASMUS. La Ruche Citoyenne désire inventer un programme liant ERASMUS et un PASS Culture ouvert aux jeunes majeurs européens.

Quelle territorialisation de l'action européenne, notamment des fonds européens ?

La Ruche Citoyenne veut développer l'action territoriale et réinstaurer l'esprit LEADER+ dans la prochaine programmation 2028-2034.

Par contre, nous développerons le pouvoir local pour décloisonner le pôle décisionnel qui est trop centralisé. Il est nécessaire de donner du pouvoir local sur un maximum de dossiers (décisions prise en local et sans mise en place d'un cadre qui limite l'initiative citoyenne et locale.

Quelles actions seraient à mener pour rapprocher l'Union des citoyens européens ?

Il est nécessaire de faire de l'Europe une nouvelle utopie dont la valeur essentielle et de renforcer le sentiment européen d'appartenance : l'histoire européenne à mettre en lumière, des ponts culturel et sportif à bâtir et une nouvelle démarche pour vivre pleinement l'Europe au travers des échanges démultipliés (commerciaux, culturels, éducatifs, politiques)

La Constitution européenne aurait la vertu d'unir sans aucune entrave LE POLITIQUE, LE CULTUREL ET LA JUSTICE.

Quelle est votre vision de l'Union européenne en 2029 (prochaine élection) et en 2050 ?

`Une Constitution européenne qui doit être rédigée en 2029 et l'Union Européenne comme une véritable démocratie en 2050.



Nom
Europe Territoires Ecologie

Tête de liste
Guillaume LACROIX



Nos 3 politiques prioritaires.

Reprendre la main sur la production des médicaments : l'industrie pharmaceutique doit être une priorité de souveraineté. Nous proposons de bâtir un modèle « Airbus » pour favoriser la recherche et assurer la mutualisation comme la production afin de garantir les approvisionnements et les prix ;

Inscrire un volet logement dans le Pacte vert comprenant un statut de résident des métropoles et zones touristiques pour permettre à celles et ceux qui font vivre ces territoires d'être prioritaires pour acheter leur résidence principale ;

Instaurer une Europe de la défense par la mise en place d'un pilier européen de l'Otan et par un armement commun donnant la préférence aux productions européennes.

La territorialisation de l'action européenne.

Nous proposons de régionaliser les aides de la PAC en confiant aux territoires un droit d'orientation des aides afin d'adapter l'effort aux réalités agricoles et viticoles.

Nous proposons également que la mise en œuvre des programmes européens régionaux (Leader, Feder, etc.) soit encouragée en finançant les Pays / départements / intercommunalités pour l'accompagnement du montage des dossiers et que les régions disposent de latitude pour simplifier l'accès administratif aux aides.

Les actions à mener.

Il faut agir pour la démocratie et la jeunesse :

Donner un droit d'initiative parlementaire aux députés européens ;

Faire du comité des régions un Sénat européen pour entendre la parole des territoires ;

Financer un pass rail pour les 16/25 ans leur donnant droit de voyager dans toute l'Europe gratuitement ;

Intégrer dans le cursus scolaire un trimestre obligatoire en Europe après la classe de 3ème.

Notre vision à moyen et long terme.

L'Europe doit se renforcer pour être un espace de démocratie, de paix et de sécurité effective. Cette sécurité ce doit être aussi celle de la souveraineté industrielle et énergétique, celle de mesures environnementales permettant de ralentir le réchauffement climatique et de nous adapter aux changements devenus inéluctables. L'Europe doit aussi faciliter les coopérations entre États pour permettre d'aller plus vite et plus loin.

Notamment par l'harmonisation fiscale de la taxation des bénéficiaires des entreprises, la mise en place d'un revenu de base, l'harmonisation des normes de production agricole, l'abandon des intrants toxiques, le développement et la recherche, l'encadrement des nouvelles technologies numériques et particulièrement l'intelligence artificielle.

Face aux défis majeurs du siècle, face aux bouleversements politiques, géopolitiques et géostratégiques, l'Europe devra être la bonne échelle pour organiser notre réponse.



Nom
Ecologie positive

Tête de liste
Yann WEHRLING



Votre réaction à ce plaidoyer ?

Nous adhérons totalement à votre vision de la nécessité de renforcer le projet européen. Nous sommes d'ailleurs l'unique liste à proposer d'instaurer une Constitution européenne respectueuse des constitutions de chaque État membre. Nous souhaitons également agir par et pour les territoires et nous proposons notamment que la répartition des aides de la PAC soit confiée aux régions. Nous sommes favorables à une harmonisation des compétences dévolues aux régions telles que le développement économique, l'aménagement du territoire, la politique de l'emploi et la transition écologique. Rapprocher l'UE des citoyens et des territoires est une évidence et nous sommes favorables à l'ensemble des propositions que vous formulez dans votre plaidoyer.

Les trois politiques prioritaires que nous déploierons pour réenchanter le rêve européen :

Remettre au goût du jour l'idée d'une constitution européenne pour remettre du sens dans les raisons d'être de l'Union européenne. Nous souhaitons ériger le principe de laïcité dans les principes fondamentaux de l'UE.

Repositionner les missions de l'UE dans une logique de « protection des européens » : Protection aux frontières contre les importations qui ne respectent pas nos normes environnementales, sociales et éthiques. Protection des européens contre l'expansion des organisations criminelles qui menacent la démocratie. Rester les mieux-disants environnementaux du monde et n'accepter aucun recul environnemental tel que préconisé par les populistes de droite et de gauche. Nous souhaitons renforcer le Pacte vert.

Quelle territorialisation de l'action européenne, notamment des fonds européens ?

Les deux principaux fonds européens (PAC et Fonds structurels) sont directement connectés aux territoires. C'est l'ADN de notre liste de plaider une Europe qui se renforce sur ses trois échelons : Europe, États, Régions. Mais si le poids des Régions dort dans une grande majorité des États, ce modèle efficace reste très faible en France. Nous plaçons pour de très fortes décentralisations en France avec, entre autres, la totale régionalisation des aides PAC. Quant aux fonds structurels déjà en grande partie régionalisés, ils doivent surtout dorénavant servir au verdissement de nos infrastructures pour être au rendez-vous d'un continent neutre en carbone et répondant aux nouveaux objectifs mondiaux de conservation de la nature, à savoir un arrêt de l'érosion de la biodiversité à l'horizon 2050.



Quelles actions seraient à mener pour rapprocher l'Union des citoyens européens ?

Outre les mesures de protection renforcée contre les importations déloyales, nous voulons relancer des idées qui ont fait leur preuve telle qu'Erasmus. Nous voulons notamment étendre Erasmus aux lycéens et créer un vaste programme d'échanges scolaires entre lycées européens. Nous sommes favorables au développement de programmes d'éducation qui incluent l'enseignement sur l'UE dans les programmes scolaires pour permettre aux jeunes de comprendre le fonctionnement de l'UE et ses bénéfices. Promouvoir des projets culturels qui célèbrent l'identité et la diversité européenne ainsi que des initiatives qui renforcent le sentiment d'appartenance à l'UE.

Quelle est votre vision de l'UE en 2029 et en 2050 ?

Une EU renforcée parce que réformée dans son mode de fonctionnement démocratique : une constitution, Une commission européenne qui soit un gouvernement européen issu du Parlement européen.

Une UE qui est passée d'une doctrine purement économique et financière de libre échange à une doctrine de protection des européens et de notre économie contre toutes les déloyautés opérées par les pays étrangers à notre égard

Une UE qui protège ses agriculteurs et donc les paysages et notre modèle agricole productif et respectueux de l'environnement.

Une UE qui devient enfin une puissance politique et pas uniquement une puissance économique. Cela signifie se doter d'une défense européenne capable de se défendre contre les agressions extérieures qui sont désormais réelles qu'il s'agisse de la Russie ou de la menace islamiste. Nous devons collectivement apprendre à nous adapter à un monde qui change et qui pourrait ne plus pouvoir compter sur les Etats-Unis pour assurer sa défense.





Nom
Pour une démocratie réelle

Tête de liste
Philippe PONGE





Vous proposez une souveraineté européenne. Nous proposons aux citoyens nationaux, par référendums, de décider s'ils veulent une souveraineté nationale, ou européenne s'imposant même lorsqu'un changement est désapprouvé majoritairement par leur population nationale (qu'en penserait d'ailleurs le Général de Gaulle ?).

Démocratie, démocratie, démocratie ! Nous proposons une politique non de l'offre classique par des partis, mais de la demande des citoyens. Les propositions, aussi bonnes soient-elles, sont à décider par les citoyens après débat iségorique (égalité médiatique du pour et du contre).

Une territorialisation choisie par les citoyens concernés :
Une confédération qui laisse la souveraineté à chaque nation, où les décisions ne s'appliquent que si le oui y a été majoritaire.

"Pour rapprocher l'Union des citoyens européens", il faut instaurer le référendum d'initiative citoyenne, en particulier constitutionnel, afin que les citoyens soient souverains (comme en Suisse), et non plus une ICE consultative sans effectivité décisionnaire populaire. Nous proposons aussi le RICEuropéen confédéral, où une proposition de changement ne s'imposerait dans une nation que si le changement y est majoritaire, avec une effectivité des votes blancs et nuls s'ajoutant aux votes contre.

En 2029, il faudrait que la France, comme l'Allemagne en 2014, élimine le seuil d'électivité à 5%. Nous sommes aussi pour les assemblées décisionnelles de citoyens tirés au sort (secondairement aux référendums de tous les citoyens),

En 2050, il n'y aura plus de parti politique parce qu'il n'y aura plus de campagnes électorales, mais que des élus sans candidats pour les mandats exécutifs impératifs.



Nom
Parti pirate

Tête de liste
Caroline ZORN



Ce plaidoyer s'inscrit pleinement dans le programme défendu par la Parti Pirate Français, commun avec l'ensemble des Parti Pirates européens pour ces élections, je vous invite à le regarder tant il fait écho à votre texte (<https://europeennes.partipirate.org/>).

Nous allons répondre a quelques grands points de votre manifeste, par des points de notre programme, qui ne sont pas développés plus tard dans la réponse :

Axe 1 : RENFORCER AVEC CONVICTION LE PROJET EUROPÉEN

Politique Agricole Commune : Nous pensons que la PAC doit encourager les agriculteurs à s'adapter au changement climatique en termes de technologies et de choix de cultures ou de races. La PAC doit fournir un cadre stipulant l'égalité des droits, des opportunités et des engagements. Le rôle des subventions dans la politique agricole européenne doit évoluer vers une plus grande attention à la diversité et à l'égalité. Les aides financières doivent être accordées en fonction de critères de durabilité et non en fonction de la superficie des terres ou de la production.

Privilégier les productions agricoles européennes : Nous proposons des principes de base concernant le commerce international. Pour les traités commerciaux, le Parlement européen doit ratifier le traité, qui doit être négocié de la manière la plus transparente possible, avec des auditions publiques et un accès complet à l'information. Nous devons toujours demander à nos partenaires de respecter au moins le droit du travail le plus élémentaire et d'appliquer le paiement des externalités communes qui nous nuisent à tous par le biais du mécanisme d'ajustement aux frontières pour le carbone et d'autres outils similaires.

Sobriété : Les Pirates soutiennent les objectifs et les principes de l'UE en matière de protection de l'eau, de l'air, du sol et de l'environnement naturel, dans l'intérêt du bien-être de tous, y compris des générations futures. Les émissions doivent être réduites au minimum, la pollution existante doit être nettoyée et les habitats naturels doivent être préservés et restaurés dans la mesure du possible. Les mesures volontaires prises par les pollueurs potentiels constituent une méthode privilégiée. Toutefois, elles doivent faire l'objet d'un suivi étroit, car il arrive souvent qu'elles n'atteignent pas les objectifs fixés. Un principe strict de « pollueur-payeur » doit être mis en œuvre afin d'accroître la pression pour mettre en œuvre davantage de précautions et de prévention. Les problèmes environnementaux doivent être traités à la source et non pas après coup.

IA : Nous sommes pour le développement de l'IA mais ce développement doit être très encadré. L'IA est un outil utile pour l'humanité, elle ne doit pas porter atteinte aux libertés et aux privilèges des individus. Le développement de l'IA doit respecter les normes éthiques les plus élevées et exclure les préjugés discriminatoires ou le profilage. Ce domaine devrait être étroitement réglementé afin de garantir que chaque citoyen de l'UE puisse en bénéficier. L'intelligence artificielle ne doit pas restreindre la capacité de faire des choix individuels.



Axe 2 : SE DOTER DES OUTILS ADAPTÉS À UNE VÉRITABLE ET AMBITIEUSE POLITIQUE EUROPÉENNE POUR LES TERRITOIRES

Maintenir le financement de l'ingénierie publique territoriale : Nous comprenons la nécessité de réduire la bureaucratie nécessaire à l'accès aux fonds publics et nous demandons un financement supplémentaire pour l'assistance technique afin de développer et de rendre compte de projets innovants et à grande échelle. Les fonds et leur allocation aux projets devraient être basés sur des données concrètes afin de permettre une prise de décision fondée sur des preuves.

Ecoconditionnalité : Toutes les subventions accordées à des activités ayant un impact négatif sur le climat doivent être progressivement supprimées. Cela inclut le financement ou la fourniture de garanties pour le financement de projets nuisibles au climat à l'étranger. L'exportation de déchets (parfois déguisés en produits usagés) vers des pays tiers en vue d'un recyclage ou d'une élimination non conforme aux normes doit être efficacement restreinte afin de garantir que les matériaux ne sont pas perdus ou détruits.

Axe 3 : RAPPROCHER L'UNION EUROPÉENNE DES CITOYENS ET DES TERRITOIRES

Associer les territoires à l'élaboration du cadre stratégique commun : Afin de permettre une prise de décision ascendante dans nos sociétés, les autorités régionales devraient être davantage habilitées à développer leurs propres stratégies politiques locales en s'appuyant sur leurs forces et leurs ressources uniques. Les autorités régionales devraient également être davantage impliquées dans le processus législatif lorsqu'il s'agit de leur développement. À cette fin, nous encourageons la coopération des représentants locaux par l'intermédiaire des plateformes de l'UE traitant de la politique régionale. Nous nous efforçons également de diriger autant que possible les fonds publics vers les autorités régionales afin qu'ils soient distribués à des initiatives locales.

Diffusion régulière de campagnes de communication : Plus qu'une campagne de communication nous pensons que pour comprendre l'UE il faut l'expérimenter, le Parti Pirate Européen vise à créer un système qui encourage l'éducation transfrontalière et la rend accessible à tous les étudiants et travailleurs de l'éducation dans l'Union européenne. La mobilité des étudiants et des enseignants est un moyen extrêmement utile de diffuser le savoir-faire éducatif à travers l'Europe et de lutter contre le sous-développement des systèmes éducatifs nationaux. Cela permet également au étudiant de vivre le projet européen.

Inscrire la coopération interterritoriale comme principe : Nous appelons à une augmentation du budget de l'UE pour le développement régional afin d'aider les régions à réduire les disparités et à favoriser la coopération transfrontalière. Le soutien à la croissance économique et sociale durable des régions européennes devrait être le principal domaine d'investissement de l'UE. Les fonds destinés au développement régional devraient être principalement utilisés pour des investissements à long terme, tandis que des fonds distincts pour la gestion des crises devraient fournir une aide à court terme en cas de besoin.



Les trois politiques prioritaires que vous déploieriez pour réenchanter le rêve européen ?

Pour réenchanter le rêve européen il faut :

Refonder l'UE :

Les Pirates plaident en faveur d'une convention de citoyens directement élus, chargée de rédiger un nouveau traité européen qui clarifiera et remplacera les traités actuels et répondra à la nécessité d'une réforme démocratique au sein de l'Union, à condition qu'il soit accepté par les citoyens de l'Union par le biais d'un référendum.

Créer un organisme indépendant de contrôle des élus et fonctionnaires européens

Il faut établir des règles appropriées pour garantir que les titulaires de fonctions concernés n'aient pas de conflits d'intérêts, que les intérêts sont déclarés et que les comportements répréhensibles sont sanctionnés. Les codes de conduite du Parlement européen et de la Commission européenne doivent être réformés. Des règles efficaces de transparence et d'éthique sont nécessaires pour les élus et fonctionnaires européens. Pour cela il faut créer un organisme indépendant qui devra veiller au respect de ces règles et imposer des sanctions le cas échéant. Il sera aussi responsable de surveiller et limiter les pantouflages et phénomènes de portes-tambour.

Promotion des biens communs et de la culture libre

Nous nous efforcerons d'adopter des dispositions dans les accords commerciaux qui soutiennent l'utilisation et le développement de formats ouverts et de logiciels libres et de promouvoir la reconnaissance mutuelle de modèles de licence tels que Creative Commons.

La création de biens communs, tels que les logiciels libres, les biens culturels gratuits, les outils de brevet ouverts et le matériel éducatif libre et ouvert, doit être encouragée et juridiquement protégée.

Le patrimoine culturel existant doit être numérisé dans toute la mesure du possible et mis gratuitement à la disposition du public.

La culture libre est une base importante pour l'éducation et la créativité de la société. Nous nous efforçons de promouvoir l'activité artistique et la diversité culturelle afin de garantir un environnement éducatif et artistique riche pour les générations actuelles et futures.



Quelle territorialisation de l'action européenne, notamment des fonds européens ?

Subsidiarité : L'UE doit respecter ses propres principes de subsidiarité. Les décisions ne devraient pas être prises au niveau de l'UE si elles peuvent être mieux résolues au niveau national, régional ou local. Les fonds européens doivent être territorialisés au plus près des besoins, et doivent être dirigés autant que possible vers les autorités régionales (dont les GAL / LAGs) afin qu'ils soient distribués à des initiatives locales.

Ingénierie : Compte tenu de la capacité administrative limitée des autorités régionales (dont les GAL / LAGs), nous comprenons la nécessité de réduire la bureaucratie nécessaire à l'accès aux fonds publics et nous demandons un financement supplémentaire pour l'assistance technique afin de développer et de rendre compte de projets innovants et à grande échelle. Les fonds et leur allocation aux projets devraient être basés sur des données concrètes afin de permettre une prise de décision fondée sur des preuves.

Quelles actions seraient à mener pour rapprocher l'Union des citoyens européens ?

Citoyenneté européenne : En dehors d'une implication plus forte des citoyens dans le processus décisionnel de l'UE, nous souhaitons aussi créer une citoyenneté européenne, nous pouvons être plus que des Français, des Allemands et des Suédois. Nous pourrions être des citoyens avec un ensemble de droits communs dans chaque pays de l'Union. Nous pourrions délivrer des passeports européens, permettant à tout citoyen européen d'être reconnu comme faisant partie d'un concept plus large que son propre pays, dans l'idéal d'un monde sans frontières.

Participation des citoyens à la politique : Il est également nécessaire d'innover en matière de participation politique. Les Pirates veulent que les citoyens aient un impact plus direct et plus significatif sur le débat politique et le processus de prise de décision, à la fois individuellement et collectivement.

Le Parlement européen devrait mettre en place un outil de participation électronique. Les citoyens devraient pouvoir discuter publiquement des propositions législatives, proposer des amendements et soutenir (ou voter contre) les amendements proposés en ligne.

Le Parlement européen devrait ouvrir régulièrement ses portes aux citoyens pour leur permettre de soumettre directement leurs propositions et leurs préoccupations lors d'une session plénière conjointe avec les membres du Parlement européen et les membres de la Commission européenne.



Ces sessions devraient également être ouvertes aux citoyens qui participent à distance via Internet ou les médias sociaux. Les citoyens européens doivent être en mesure de rechercher, d'utiliser et d'échanger les informations mises à disposition par les différents processus de gouvernance européenne. De cette manière, ils peuvent comprendre et participer à la vie de notre démocratie européenne. Le coût social de la participation doit être minimisé.

Quelle est votre vision de l'Union européenne en 2029 (prochaine élection) et en 2050 ?

Pour 2029 : Notre espoir pour l'Union Européenne en 2029 c'est une Europe forte, qui aura réussi à mettre sur les rails des politiques ambitieuses aux défis urgents de notre temps (climatiques, sécuritaire, données libres, migratoire, ...).

Notre vision en 2029 se tourne aussi vers une Union européenne plus transparente. Les Pirates estiment que la transparence est nécessaire pour permettre au public de prendre des décisions démocratiques.

Pour 2029 : Notre espoir pour l'Union Européenne en 2029 c'est une Europe forte, qui aura réussi à mettre sur les rails des politiques ambitieuses aux défis urgents de notre temps (climatiques, sécuritaire, données libres, migratoire, ...).

Notre vision en 2029 se tourne aussi vers une Union européenne plus transparente. Les Pirates estiment que la transparence est nécessaire pour permettre au public de prendre des décisions démocratiques.



*"La Décroissance
c'est le bon sens !"*



decroissance-elections.fr

Nom Paix et décroissance

Tête de liste Michel SIMONIN



“La Décroissance
c'est le bon sens !”



decroissance-elections.fr

Tout faire pour que rien ne change

Prenons les orientations défendues, et notamment le renforcement du projet européen. On y trouve quelques perles de radicalité : « Revoir les ambitions productivistes de la PAC pour recourir à une approche plus inclusive, diversifiée, écologique et équitable de la politique européenne », « Instaurer une juste rémunération des agriculteurs pour l'entretien des haies » ou encore « Renoncer aux traités internationaux de libre-échange » et plus prosaïquement « Assurer la provenance de produits locaux dans les restaurations collectives ». Voilà pour l'ambition. Louable au demeurant mais largement porteuse de non-dits et d'impensés. Car, là où le bât blesse particulièrement, c'est le comment y parvenir, par quels « territoires de projet » et à quelle échelle ?

Pour ce faire, on parle alors de « relocalisation de l'économie, de l'agriculture et de l'industrie pour une souveraineté européenne en matière énergétique, numérique, agricole, alimentaire, industrielle, électronique et pharmaceutique... » sans jamais imaginer que cette échelle de relocalisation avec les modes de développement productiviste et extractiviste qu'on lui connaît, loin d'être le remède sont le poison. Et ce n'est pas « l'empreinte carbone comme critère discriminant dans les marchés publics », autre proposition, qui changera quoique ce soit, bien au contraire. L'enjeu qui devrait commander tous les autres est la régénération du vivant et le bien-vivre des populations, et non un étalon de mesure devenu le nouveau cheval de Troie technique de la croissance !

Et ce n'est pas non plus « la refonte et la simplification de la gouvernance européenne pour un modèle multi-niveaux », autre proposition, qui en serait la solution, inféodées que sont les localités à l'emprise croissantiste du développement européen tout entier (fonds, subventions, autorisations), mais qui se voudrait dorénavant relocalisé. Quelle naïveté de penser que le multi-niveaux pourrait s'instaurer sans affronter de telles hiérarchies et de tels rapports d'autorités nécessaires aux rendements et retours sur investissement. Comment ceux qui se réclament des pays géographiques, périmètres qui par leurs histoires et leurs terroirs, par leurs cultures et environnements seraient sans doute adaptés pour la déconcentration des productions, pour la dé-massification des agglomérations et la relocalisation visée, peuvent-ils également défendre « la réciprocité proposée entre territoires ruraux et urbains » et à ce point négliger le fait que l'urbain a historiquement fait toutes les ruralités à sa main (l'agriculture intensive en étant un des visages premiers). La réciprocité est un leurre si l'on ne revoit pas fondamentalement l'ordre économique qui en est le viatique.

Bref, tout faire pour que, finalement, rien ne change. Continuons dans le modèle de croissance et de développement (métropolitain), mais bien sûr relocalisé ! Le tout en croyant sans rien changer à la régulation face à la dévastation du vivant par le fameux modèle d'attractivité.



“La Décroissance
c'est le bon sens !”



decroissance-elections.fr

Restons dans l'incurie

Poursuivons sur le comment, avec cette fois ci des propositions sur des outils prétendument « adaptées à une véritable et ambitieuse politique européenne pour les territoires » :

Renforcer le Pacte Vert européen

Celui qui est en train de convertir les terres à la massification des productions (agricoles et énergétiques), sans aucune garantie quant à la santé et à la biodiversité, comme aux conditions dignes de vie et à la pérennité des paysages, des paysanneries, et ce faisant des pays !

« Assurer une meilleure place aux acteurs locaux dans la définition de la politique de cohésion et de développement local mené par eux » ?

En acceptant par exemple de voir le nombre de pays géographiques fondre comme neige au soleil (passés de 496 à 313 en quelques années, et cela va continuer), en raison des politiques de fusion forcées par un Etat qui ne jure que par la grosseur pour la conquête de marchés... européens ?

« Maintenir le financement de l'ingénierie publique territoriale de projet » ?

Et se soumettre à l'ordre juridico-marchand de la norme globalisée et de la spécialisation technique des savoirs d'autorité, alors même que les savoirs des acteurs locaux et plus encore des habitants ont sans doute bien plus de pertinence que les cabinets conseils et lobbys face aux enjeux qui gouvernent au devenir des sociétés dites modernes ?

« Instaurer un moratoire sur l'inflation normative » ?

Sans aucune décentralisation des pouvoirs de régulation et d'action, c'est le libéralisme qui ressortira gagnant de ce choc de simplification crapuleusement imposé par les pouvoirs industriels (récemment des mondes agricoles)

Voilà pour l'impensé et donc l'incurie. Comme déjà dit, sans remise en cause des pouvoirs du capital et leurs bases productivistes, de leurs savoirs techniques et de leurs relais juridiques, rien n'advient de tout cela, si ce n'est la bonne conscience de proposer des fins un peu radicalisées sans ne changer aucune règle du jeu économicopolitique.

Du déni et l'aporie

Dès lors, logiquement, le plaidoyer se termine sur les propositions relatives à la démocratie. Et là cela en devient carrément inquiétant. Sur un sujet, oh combien essentiel tant le sentiment de défiance vis-à-vis des cadres et fonctionnements démocratiques est patent, et que l'échelon européen et ses échéances y participent allégrement, voici ce qui est proposé pour « Rapprocher l'union européenne des citoyens et des territoires » :



Une consultation dématérialisée, des campagnes de communication et des jours fériés

Une coopération interterritoriale comme principe et espace de concertation

Tout ceci est, bien sûr, tout à fait à la hauteur des enjeux démocratiques, ceux de la défiance et de la désaffiliation, singulièrement à l'endroit des institutions et autorités européennes.

Sans déconcentration ni décentralisation, sans autonomisation et démocratie directe exercée par les communautés de vie et leurs solidarités... aucune mutation territoriale et écologique, ni même souffle démocratique dignes de ce nom n'advieront. Toute consultation dématérialisée cherche à relégitimer l'ordre installé (qui a déjà vu une consultation changer les règles du pouvoir et les orientations de la décision ?) lorsque toute campagne de communication vise à distiller la bonne parole sans implication véritable des premiers concernés sur les nouvelles orientations à trouver.

Bref, au mieux, cela ne changera rien face aux enjeux telluriques auxquels nous sommes confrontés, au pire cela participe très directement à la démocratie d'élevage qui a souvent accompagné dans l'histoire récente les crispations d'autorité de régimes clairement à l'agonie. Les orientations préconisées font que, ici aussi, la coopération préconisée comme la concertation proposée resteront aux mains de celles et ceux qui ne jurent que par le même mantra, du haut vers le bas : le développement à tout prix.

Voilà pour le déni, et l'aporie.

De quelques propositions décroissantes : biorégions autonomes, relocalisation des écologies de vie, démocratie directe

En fait, que pouvait-on attendre d'autre de l'association des Pays ou Pôle d'Equilibre Territorial et Rural lorsque :

un tel acteur se dénomme « Territoire de projet » et vise à la fédération de toutes les institutions locales (totalement dépendantes des logiques d'Etat), à la coopération entre intercommunalités (qui soutirent aux localités le peu de légitimité citoyenne qui leur restait), pour ainsi faire émerger, avec les « forces vives du territoire », des projets locaux à l'échelle de « bassins d'emplois » par tous les outils technico-juridiques du moment (avec développement durable, transition et résilience pour faire bonne figure) ainsi que Conseils de « développement » et « Conférence » des maires.



Nom
Les Républicains

Tête de liste
François-Xavier BELLAMY



Votre réaction à ce plaidoyer ?

Nous sommes en accord avec certaines des propositions présentées dans le plaidoyer d'ANPP -Territoires de projet. ANPP – Territoires de projet souhaite privilégier les productions agricoles européennes en renonçant aux traités internationaux de libre-échange, sans réciprocité en matière de qualité de production, tout en assurant par l'intermédiaire de la commande publique la provenance de produits locaux dans les restaurations collectives. Nous défendons le fait de ne pas signer de nouveaux accords de libre-échange qui soient contraires à nos intérêts et d'assurer une concurrence loyale pour nos producteurs. Nous sommes favorables au commerce et au libre-échange car la France compte de nombreux exportateurs, mais pas à n'importe quelles conditions ni à n'importe quel prix ni avec n'importe qui. Les accords de libre-échange signés par l'Union européenne avec des pays tiers doivent systématiquement contenir des clauses miroirs et celles-ci doivent être appliquées. Si ce n'est pas le cas, des clauses de sauvegarde doivent permettre de suspendre l'application des accords de libre-échange en vigueur. Il est hors de question que nos producteurs français doivent faire face à des situations de concurrence déloyale comme c'est le cas aujourd'hui. C'est la raison pour laquelle nous nous opposons à l'accord de libre-échange, dans son format actuel, entre l'Union européenne et le Canada, dont les « clauses miroirs » imposant aux exportateurs canadiens de s'aligner sur nos standards européens sont soit insuffisantes, soit non contrôlées, et à la signature d'un accord de libre-échange entre l'Union européenne et le Mercosur (Argentine, Brésil, Paraguay, Uruguay). Par ailleurs, l'Union européenne doit faire face au dumping de la Chine en mettant en place les mesures et les sanctions nécessaires dans des délais courts sur le modèle de ce que font les Etats-Unis. La Commission européenne devrait être beaucoup moins naïve et beaucoup plus offensive face aux puissances économiques rivales qui sont parfois des puissances prédatrices. Elle devrait aussi éviter d'élaborer des normes inutiles qui favorisent le déversement de produits étrangers sur nos territoires.

L'ANPP entend engager une ambitieuse politique en matière d'intelligence artificielle. Nous portons dans notre programme le projet d'investir massivement dans l'intelligence artificielle. Chaque décennie, l'Union européenne perd une bataille du numérique : d'abord les ordinateurs et les logiciels, ensuite les réseaux et les plates-formes, enfin le cloud... La bataille de l'intelligence artificielle est lancée : l'Union doit investir massivement dans ces technologies pour ne pas se laisser distancer. Plutôt que d'investir dans les normes, l'Union européenne doit investir dans les projets. L'Union doit également créer un Fonds européen pour l'accompagnement des transformations de l'économie liées à la révolution de l'intelligence artificielle. L'Europe ne doit pas manquer cette nouvelle révolution technologique et industrielle, mais en devenir l'un des moteurs et l'accompagner socialement. Elle doit être une puissance numérique en investissant massivement dans la recherche et l'innovation et en développant un plan pour faire émerger des champions européens dans l'intelligence artificielle et la cybersécurité.



ANPP - Territoires de projet porte dans son plaidoyer la vision d'une Europe de proximité qui intègre davantage les acteurs locaux. Nous considérons que les normes produites par la Commission européenne ne peuvent plus et surtout ne doivent plus être déconnectées des réalités de terrain. Nous sommes donc tout à fait d'accord pour accorder une juste place aux acteurs locaux au plus proche de nos territoires. Nous prônons le fait de faire davantage respecter la répartition des compétences entre l'Union européenne et ses Etats membres et le principe de subsidiarité. Dans tous ces domaines, l'Europe peut aider. Elle ne doit pas empêcher, interdire ou brider l'action des acteurs au niveau local. C'est pourquoi nous demanderons qu'une revue générale des politiques publiques européennes soit entreprise au cours de la prochaine mandature afin que la valeur ajoutée de chaque politique européenne soit évaluée.

ANPP - Territoires de projet défend le fait d'instaurer un moratoire pour lutter contre l'inflation normative, alléger et simplifier les diverses réglementations, étouffant l'innovation organisationnelle, sociale et technologique des territoires. Nous sommes en parfait accord avec cette proposition et nous proposons dans notre programme que la prochaine mandature soit celle de la déréglementation et de la lutte contre la bureaucratie et l'inflation normative. Il suffit de consulter les statistiques publiées sur le site de la Commission européenne pour se rendre compte de la réalité de l'inflation des normes. En 2023, l'Union européenne a publié 16 directives (de base ou modificatives), 104 règlements, et 450 décisions du Conseil et du Parlement européen, soit au total 570 actes juridiques de nature législative, plus de dix par semaine, contre 536 en 2022. S'agissant des actes non-législatifs, 141 actes délégués ont été pris par la Commission européenne, 1 087 actes d'exécution et 621 autres actes, ce qui fait un total de 1 047 actes non-législatifs pris cette année-là, soit 3 par jour (selon Eur-Lex).

Nous avons été les premiers à demander, avec le Parti Populaire Européen (PPE), un moratoire législatif au niveau européen, dès juin 2022, pour commencer par étudier l'impact et les conséquences des législations déjà votées et pour adapter ce qui devrait l'être, au lieu de poursuivre dans la fuite en avant normative.

L'excès de normes n'est pas anodin car il a des conséquences très concrètes pour nos territoires et pour les citoyens. A cause de ce qu'elles entraînent en matière de coûts de mise en conformité, de contrôles, d'injonctions successives et parfois contradictoires, les normes représentent un véritable « impôt papier » pour les entrepreneurs, les agriculteurs, les artisans, en somme tous ceux qui créent de la richesse et des emplois.

L'OCDE estime que la réglementation coûte chaque année de 3 à 4 % du produit intérieur brut (PIB) français (selon OCDE). Par conséquent, il y a trop de normes au niveau européen et ces dernières sont à la fois trop complexes et trop détaillées. Nous proposons de mettre en place un grand plan de débureaucratiation et de réduction des normes en Europe



Depuis l'agriculteur et l'artisan jusqu'à la grande entreprise, des normes trop nombreuses et inutiles représentent des coûts importants et nuisent à la création de richesses. La simplification et la réduction du nombre de normes doivent être une priorité européenne absolue. Le remède est simple : moins de fonctionnaires, moins de normes ! La fonction publique européenne doit être mise au régime et réduite de 25% dans les fonctions de législation. Pour une norme européenne nouvelle, deux normes européennes doivent être supprimées. Nous souhaitons aussi réduire le nombre d'agences au niveau européen et réduire le budget de fonctionnement de l'Union européenne.

Les trois politiques prioritaires que vous déploieriez pour réenchanter le rêve européen ?

Tout d'abord, nous croyons profondément qu'il n'y a pas de fatalité. Nous pouvons redresser la barre. Mais il faut pour cela faire preuve de réalisme autant que de volonté. Être européen sans renoncer à notre esprit critique. Parce que nous sommes profondément patriotes et européens, nous voulons de grands changements dans la manière dont l'Union européenne fonctionne aujourd'hui. Redresser la France et remettre l'Europe à l'endroit pour pouvoir de nouveau maîtriser notre destin sont les priorités de cette élection. Le général de Gaulle nous l'a appris : l'Europe a vocation à servir de « levier d'Archimède » pour la puissance française dans le monde. La France doit donc retrouver sa puissance. Et l'Europe doit privilégier les grandes politiques et les grands défis qui ne peuvent être relevés qu'à plusieurs, agir avec efficacité pour répondre aux besoins des peuples européens, respecter les compétences des Etats sans se disperser, ni agir en dehors des traités.

Pour cela, nous souhaitons une Europe de la liberté, et non des contraintes et des charges. Nous voulons mettre fin à l'Europe des normes et de la bureaucratie. Nous voulons redonner aux citoyens, aux acteurs économiques, aux territoires le pouvoir d'acheter, le pouvoir de produire, le pouvoir de transmettre. Pour cela, nous défendons une mandature de la dérèglementation et la lutte contre le délire normatif européen. La simplification et la réduction du nombre de normes ainsi que la lutte contre l'impôt papier (comme évoqué plus haut, l'OCDE estime que la réglementation coûte chaque année à la France entre 3 et 4% de son produit intérieur brut) doivent être une priorité européenne absolue.

En outre, nous souhaitons abroger les textes européens qui nuisent à nos agriculteurs et nos pêcheurs en prônant la décroissance et nous proposons un moratoire sur toute nouvelle norme pour la prochaine mandature pour le secteur agricole et le secteur de la pêche, afin de redonner de la visibilité sur le temps long à ces filières qui ont beaucoup souffert de l'instabilité réglementaire européenne. Par ailleurs, nous voulons inscrire dans le droit de l'Union européenne un principe de non-régression économique selon lequel aucune loi ne pourra être votée si elle porte atteinte aux capacités de production européenne



Nous souhaitons une Europe qui soit en mesure de faire face aux grands défis du XXIème siècle, une européenne des grands projets. Ces grands défis sont très divers.

Le défi climatique est aujourd'hui majeur. Nous portons une vision d'une écologie conservatrice fondée sur la liberté et la transmission. Elle repose sur la conciliation de la modernité et du progrès technique avec le respect de la nature et de la biodiversité. La planète, qui est notre héritage, est aussi la propriété de ceux qui ne sont pas encore nés. Nous privilégions la raison et le progrès sur l'émotion, la transmission sur la déconstruction, les solutions sur l'idéologie, la responsabilisation et l'incitation sur la punition. Notre écologie est réaliste et pragmatique. Elle se fonde sur la science.

Il faut privilégier les mesures qui sont les plus efficaces pour réduire les émissions de gaz à effet de serre. L'Europe doit fixer des objectifs précis et ambitieux, mais l'incitation doit être la règle et l'interdiction brutale l'exception. Nous voulons mettre un prix sur le carbone et appliquer le principe pollueur-payeur. De plus, nous portons la mise en place d'un principe de liberté technologique. Notre écologie repose enfin sur l'investissement. La transformation de nos industries, de nos transports, de nos logements pour lutter et s'adapter au changement climatique nécessite des investissements considérables, d'abord dans la recherche et l'innovation, ensuite dans la mise en œuvre concrète de nos solutions.

Le défi du bien-être des Européens doit aussi constituer un grand projet de l'Europe pour laquelle nous nous battons. Pour cela, nous défendons l'objectif d'augmenter l'espérance de vie en bonne santé en investissant dans des programmes de recherche européens pour trouver des traitements efficaces contre le cancer, les maladies liées au vieillissement, le diabète, l'endométriose et les maladies mentales. Le cancer est la deuxième cause de mortalité dans les pays de l'Union européenne après les maladies cardiovasculaires. Chaque année, un cancer est diagnostiqué chez 2,6 millions de personnes et 1,2 million en meurent. Un tiers de la population européenne – soit 179 millions d'individus – est touché par au moins un trouble du cerveau. De même, dans l'Union européenne, plus de 33 millions de personnes vivent avec un diabète, soit un adulte sur dix. Enfin, avec l'augmentation de l'espérance de vie, de nombreux Européens et leurs familles sont touchés par les terribles maladies du vieillissement, dont les maladies d'Alzheimer et de Parkinson. Il s'agit d'un enjeu européen majeur pour lequel une intervention de l'Europe est justifiée.

Le défi numérique et économique occupe déjà une place importante dans le monde de l'homo numericus dans lequel nous vivons. A cet égard, nous défendons ardemment le fait d'investir massivement dans l'intelligence artificielle.



Le défi spatial nous attend également. Nous souhaitons créer les conditions pour que l'Union européenne devienne une puissance spatiale et fixer un objectif d'autonomie pour le lancement de nos satellites. En 2023, l'Europe a été contrainte de se tourner vers l'Américain SpaceX pour lancer ses satellites Galileo à cause des retards pris dans le développement de 20 réagir beaucoup plus vigoureusement notre lanceur Ariane 6. En 2022, l'Agence spatiale européenne a également fait appel à SpaceX pour lancer son télescope spatial Euclid. Cette dépendance de l'Europe aux Etats-Unis pour assurer le lancement de satellites, ou à d'autres pays tiers, est insupportable. L'Europe a le devoir de devenir une grande puissance spatiale en soutenant davantage l'Agence spatiale européenne. Les Etats européens devraient privilégier les lanceurs européens lorsqu'ils seront de nouveau disponibles.

Nous souhaitons une Europe qui cesse de renier son histoire ou ses racines. Nous voulons une Europe qui soit ancrée dans les territoires et pas déconnectée des réalités. Il ne faut pas oublier d'où l'on vient pour savoir où l'on va. L'Union européenne doit contribuer à défendre et à valoriser les modes de vie traditionnels et la ruralité. C'est pourquoi nous proposons que l'Union européenne demande l'inscription de ces modes de vie au patrimoine mondial immatériel de l'humanité de l'UNESCO. Enfin, nous souhaitons défendre la civilisation européenne contre les idéologies qui veulent la discréditer. Nous sommes fiers de nos identités nationales et de notre identité européenne ainsi que de nos cultures. Nous souhaitons interdire tout financement européen d'idéologies qui cherchent à discréditer la culture européenne (wokisme, islamisme, etc.), notamment dans le domaine de la communication, de la recherche et de l'enseignement.

Quelle territorialisation de l'action européenne, des fonds européens ?

Nous souhaitons que l'action européenne soit ancrée dans les territoires et dans les préoccupations quotidiennes des Français. Cela passe notamment par une politique territoriale des transports permettant le développement économique des territoires, une meilleure connexion et une mobilité améliorée des citoyens. Pour cela, nous souhaitons développer les grandes infrastructures européennes, en particulier les infrastructures ferroviaires. Le transport ferroviaire ne représente qu'une part minimale des émissions de CO2. Il faut donc d'urgence investir dans le développement et la modernisation des infrastructures ferroviaires pour améliorer les connexions à travers l'Europe, en particulier les interconnexions à grande vitesse comme le projet Lyon-Turin. En 2020, le transport routier représentait encore les trois quarts (74,4%) du transport intérieur de marchandises de l'UE alors que le transport ferroviaire en représentait 16,1% (sur la base des tonnes-kilomètres effectuées). L'Europe doit financer un grand programme de développement du transport ferroviaire sur tout le continent (passagers et fret, urbain et interurbain) et faire progresser le Réseau transeuropéen de transport (RTE-T).



D'autre part, nous souhaitons que l'Union européenne n'oublie pas les territoires qui contribuent à sa richesse culturelle et économique, en les aidant à se développer. Ainsi, nous défendons le fait de faire des outre-mer une priorité pour l'Union Européenne. Hors du continent européen, 22 territoires répartis sur l'ensemble du globe font partie de l'Union européenne ou entretiennent des liens privilégiés avec elle, ce sont les régions ultrapériphériques (RUP) et les pays et territoires d'outre-mer au sens du droit européen. Leur prospérité doit constituer une priorité pour l'Union européenne au cours des années à venir. Nous nous battons au Parlement européen pour que les fonds structurels européens qui contribuent au développement des Outre-mer soient maintenus et pour que les procédures pour les obtenir soient allégées. Nous souhaitons également que les Outre-mer bénéficient au maximum des grands programmes européens comme le programme Erasmus, le Corps européen de solidarité ou le programme de recherche Horizon Europe. De surcroît, nous soutenons ardemment la relocalisation de notre production au sein de nos territoires et la mise en place d'un plan « Made in Europe 2030 ». Nous devons favoriser la relocalisation des entreprises dans l'Union européenne sur le modèle des agences de relocalisation américaines ou britanniques. Nous proposons à cette fin de réallouer des dépenses inutiles de l'Union européenne vers la création d'un Fonds européen d'aide à la reconversion des friches industrielles. Concernant les fonds européens, les financements des actions au plus près des citoyens sont à la fois très dispersés et encore trop éloignés des préoccupations concrètes des communes du fait de leur gouvernance complexe avec un éparpillement des responsabilités et des nombreuses procédures pour y accéder. Les fonds européens sont par conséquent mal connus sur le terrain, par les élus et par les Français. Remplir un dossier de subvention demande des nombreuses ressources administratives, de ce fait, les territoires ruraux ou ultra-marins font souvent le choix du renoncement face à la grande complexité des dossiers européens à monter. Par le passé, des fonds européens ont pourtant connu le succès : ce fut le cas du programme Wifi4Europe, une aide européenne concrète pour permettre aux communes européennes de proposer un accès wifi gratuit à leurs habitants, grâce à un coupon unique de 15 000 euros. Pour pouvoir en bénéficier, les communes devaient répondre à un appel à candidature simplifié et sont retenues selon le principe du "premier arrivé, premier servi". C'était simple et efficace.

Nous proposons donc de créer un « Fonds européen pour les villes de demain » grâce à une réallocation de certains crédits du Fonds social européen (FSE), du Fonds Européen de Développement Régional (FEDER) et du Fonds européen agricole pour le développement rural (FEADER) qui financerait la transition écologique et numérique et permettrait de créer un contact direct entre l'Union européenne et les communes. Pour qu'il soit efficace, il devra être concret et simple d'accès comme l'a été, par exemple, le programme Wifi4Europe. La simplification des procédures pour avoir accès aux fonds européens est une priorité pour nous au cours de la prochaine mandature.



Quelles actions seraient à mener pour rapprocher l'Union des citoyens européens ?

Pour se rapprocher des citoyens nous pensons que l'Europe doit privilégier les grands projets d'intérêt général européen et mettre en œuvre la volonté exprimée par les institutions représentatives des peuples européens. Contrairement à l'illusion macroniste d'une Europe qui doit s'occuper de tout et régir les moindres détails de notre vie, nous proposons une Europe qui se concentre sur les grands projets et nous voulons lutter contre l'Europe des normes inutiles. L'Europe que nous voulons est aussi une Europe efficace qui ne se mêle pas de tous les sujets, qui respecte le principe de subsidiarité et les prérogatives de ses États membres et dans laquelle les intérêts de la France sont défendus avec efficacité. Nous respectons les institutions européennes chargées de poursuivre l'intérêt général de l'Union (Commission européenne ; Cour de justice de l'Union européenne). Nous savons ce qu'elles ont apporté à la réalisation du projet européen depuis des décennies. Mais, avec le temps, ces institutions se sont bureaucratisées et semblent avoir oublié qu'elles sont d'abord au service des peuples européens, et non de leur propre agenda pour augmenter leurs prérogatives et leurs compétences. Pour rapprocher l'Europe des citoyens, il faut lutter résolument contre la bureaucratie et l'Europe des normes inutiles. L'Europe sera aimée si elle apporte une véritable valeur ajoutée aux citoyens.

Enfin, il faut revoir le mode de scrutin aux élections européennes, nous nous opposons fermement à la proposition de M. Macron de création de listes transnationales pour les élections européennes, même les Etats fédéraux comme les Etats-Unis n'ont pas mis en place ce mode de scrutin qui n'a aucun sens. Nous voulons un scrutin européen régionalisé qui permette de rapprocher les citoyens de leurs représentants au Parlement européen, comme c'était le cas avant les élections européennes de 2019.

Quelle est votre vision de l'Union européenne en 2019 (prochaine élection) et en 2050 ?

Dans son plaidoyer, ANPP - Territoires de projet défend le fait d'ériger en objectifs pour 2029 la souveraineté européenne en matière énergétique, numérique, agricole, alimentaire, industrielle, électronique et pharmaceutique et d'accompagner par une politique ambitieuse la relocalisation de l'économie, de l'agriculture et de l'industrie. Nous partageons cette vision dans notre propre projet pour l'Europe mais nous préférons l'objectif de puissance à l'objectif de souveraineté. La souveraineté relève avant tout des Etats membres, la puissance peut être européenne. L'objectif de puissance est un combat collectif pour les Etats membres de l'Union.



Comme nous l'avons souligné ci-dessus nous souhaitons une Europe qui puisse faire face aux défis de demain, aux défis du XXIème siècle. Nous savons ce que nous voulons, et nous l'affirmons avec constance et clarté : une Europe de la liberté, et non des contraintes et des charges ; une Europe de la prospérité retrouvée et de l'innovation, et non du décrochage économique par rapport aux Etats-Unis et à la Chine ; une Europe qui maîtrise ses frontières et défende nos intérêts dans le monde ; une Europe qui transmette notre nature et notre biodiversité par une écologie des résultats et non de la décroissance. Une Europe qui nous permette de maîtriser notre destin individuellement et collectivement.

Nous ne voulons pas une Europe impuissante, inefficace et naïve mais une Europe puissante, utile et efficace dans tous les domaines dans lesquels elle a vocation à intervenir à l'échelle du continent.

Nous voulons une Europe puissante sur le plan de la défense. La paix sur notre continent est la plus grande réussite historique de la construction européenne. Nous sommes en paix car nous sommes unis. Mais cette paix est aujourd'hui menacée par le retour de la guerre aux portes de l'Union européenne. Les menaces qui pèsent sur notre continent font de la défense européenne et du réarmement européen une priorité de la prochaine mandature et au-delà. En prévision des crises actuelles et futures et pour garantir notre souveraineté, nous souhaitons imposer à chaque Etat membre de l'Union européenne de consacrer chaque année au moins 3% de son PIB à la défense et consolider ainsi l'OTAN, en construisant un véritable pilier européen de cette organisation.

Nous voulons une Europe puissante sur le plan agricole et alimentaire. Nous nous battons pour faire prévaloir le principe de souveraineté alimentaire dans l'Union européenne durant cette mandature et les suivantes. Nous souhaitons donc adapter notre politique agricole commune (PAC) pour être en mesure de faire face aux enjeux de demain. La politique agricole commune (PAC) et la politique commune de la pêche (PCP) doivent cesser de porter un objectif de décroissance souhaité par les macronistes et par la gauche et revenir sur leur objectif originel qui consiste à nourrir les Français et les Européens. Elles doivent cesser de s'éparpiller et se focaliser au contraire sur les points fondamentaux : assurer la souveraineté alimentaire de l'Europe par la production, n'ayant pas peur de ce mot ; assurer un niveau de vie équitable et décent à chaque agriculteur ou pêcheur ; stabiliser les marchés agricoles ; valoriser l'innovation ; entretenir nos paysages et soutenir la ruralité. Ceci est valable pour aujourd'hui comme pour 2029 ou 2050.

Nous voulons une Europe puissante sur le plan économique. En 2008, la zone euro et les Etats-Unis avaient un produit intérieur brut (PIB) pratiquement équivalents. A taux de change constant, l'économie européenne ne pèse plus que 68% de l'économie américaine en 2023.



Si ce décrochage se poursuit, l'écart de prospérité entre un Européen et un Américain sera aussi important en 2035 qu'entre un Européen et un Indien aujourd'hui et en 2070, le PIB de la zone euro pourrait ne plus représenter qu'un tiers du PIB américain.

Le développement d'un marché intérieur européen fort et créateur de richesses a été au cœur de la construction européenne, mais ce moteur s'est enrayé par le choix de la réglementation et de la décroissance plutôt que de l'investissement et du progrès. L'objectif de prospérité de l'Union européenne est une priorité pour nous, pour augmenter le pouvoir d'achat des Français et garantir notre souveraineté.

Nous voulons une Europe puissante sur le plan industriel. Nous souhaitons relocaliser notre production et réindustrialiser notre continent à travers notre plan « Made in Europe 2030 ». Nous devons lever le tabou de la « préférence européenne » dans nos marchés publics et en faire une obligation lorsque la réciprocité de l'accès des entreprises européennes aux marchés publics des pays tiers n'est pas réellement assurée.

Nous voulons une Europe puissante sur le plan de la santé. Nous défendons le fait de constituer des stocks stratégiques européens de produits pharmaceutiques, d'équipements médicaux et de vaccins, déployer une politique de relocalisation de l'industrie pharmaceutique en Europe et assurer notre autonomie stratégique dans le domaine de la santé. La crise sanitaire de la Covid-19 a montré l'état de dépendance de l'Union européenne aux pays tiers. Les pénuries de médicaments au sein de l'Union ont été multipliées par vingt entre 2000 et 2018, pénuries particulièrement marquées pour les médicaments essentiels. 40% des médicaments commercialisés dans l'Union proviennent de pays tiers, 60 à 80% des principes actifs des médicaments pharmaceutiques sont fabriqués en Inde ou en Chine. L'Inde et la Chine produisent 60% du paracétamol, 90% de la pénicilline et 50% de l'ibuprofène dans le monde. Il ne faut plus que nous soyons démunis comme cela a été le cas en 2019. Cette mandature et les suivantes doivent nous assurer une autonomie en la matière.

Voilà comment nous voyons le futur de l'Europe de 2029, 2050 et au-delà... Une Europe puissante, unie, à même de faire face aux défis qui lui seront opposés et d'y répondre, à même de porter des grands projets pour l'avenir de nos concitoyens, à même de servir de « levier d'Archimède » pour la puissance française dans le monde, comme le disait le général de Gaulle.





NOUS LE PEUPLE
Pour tout reconstruire

Nom
Nous le peuple

Tête de liste
Georges RENARD





Nous vous remercions pour votre courrier et pour votre proposition de prise de parole dans le cadre de votre réseau. C'est une démarche démocratique qui vous honore et qui nous touche.

C'est avec beaucoup d'intérêt que nous avons pris connaissance de votre plaidoyer. Nous y avons lu entre les lignes une critique en règle de l'UE issue de Maastricht que nous partageons.

Derrière le "renforcement du projet européen", vous plaidez en effet pour une Europe inconciliable avec les traités européens actuels, lesquels reposent sur la fédéralisation à bas bruit (théorie des petits pas), la concurrence établie comme dogme intouchable, et par conséquent l'ouverture des marchés au monde comme objectif.

Nous souhaitons comme vous une gouvernance simplifiée et plus proche du terrain et l'inscription de critères d'intérêt général dans les marchés publics ou les aides publiques ; mais cela suppose de dénoncer les traités actuels qui l'interdisent. Nous souhaitons comme vous mettre fin aux traités de libre-échange, mais cela suppose que la Commission n'aie plus la compétence exclusive en matière de commerce extérieur - donc de dénoncer les traités.

Vous plaidez pour une simplification des procédures de demandes d'aides aux différents fonds. Nous ne pouvons qu'y souscrire - mais en posant la question : quelle est la valeur ajoutée de gérer tout cela au niveau européen ? Notre pays étant contributeur net, nous ne pouvons même pas compter obtenir plus que ce que nous versons à l'UE. Nous plaidons donc pour une simplification radicale : le rapatriement de tous ces programmes, y compris la PAC, au niveau national.

Derrière votre objectif "rapprocher l'UE des citoyens", on peut lire l'un des principaux défauts fondamentaux de l'Europe de Maastricht : son caractère irrémédiablement antidémocratique. Comme l'avouait benoîtement Jean-Claude Juncker, alors président de la Commission, "il ne peut y avoir de choix démocratiques en dehors des traités". Ces derniers ne sont en effet pas une règle du jeu, un cadre institutionnel dans lequel les peuples européens pourraient faire des choix, mais un programme politique déterminé duquel les peuples ne peuvent dévier. Il est illusoire de croire que des campagnes de sensibilisation ou des jours fériés pourraient attacher les citoyens à l'UE : ce n'est pas par ignorance qu'ils la rejettent, mais bien parce qu'ils sentent qu'elle ne leur appartient pas, voire qu'elle va à l'opposé des intérêts de la majorité d'entre eux.





Pour réenchanter le rêve européen, il est urgent de dénoncer les traités actuels et de tout reconstruire dans un esprit démocratique et réaliste, c'est à dire intergouvernemental - en effet, en l'absence d'une nation politique européenne, il est illusoire de croire que la démocratie pourrait s'exercer correctement au niveau européen. Nous pensons qu'une Europe de la coopération, que le Général de Gaulle appelait "Europe européenne" ou "Europe des Nations", sur le modèle du traité de l'Elysée (avant l'ajout du préambule qui en vidait le contenu), peut faire revenir les citoyens à un rêve de fraternité au niveau du continent. L'Europe actuelle qui place la concurrence au centre ne fait qu'exacerber les rancœurs et les rivalités.

Nous souhaitons rapatrier toutes les politiques de subvention au niveau national pour qu'elles soient véritablement démocratiques.

Nous souhaitons une Europe des Nations intergouvernementale qui serve de cadre souple à des coopérations librement consenties sur le modèle d'Erasmus, Airbus ou Ariane.

Nous souhaitons qu'à l'avenir, l'Europe ne s'enferme pas dans sa fuite en avant catastrophique vers la fédéralisation et l'élargissement sans fin. Si l'UE prend ce chemin, cela finira par déclencher un total rejet des peuples qui peut devenir incontrôlable. Forcer les peuples, croire qu'on peut dépasser des échecs en continuant dans la voie qui nous y a menés, voilà exactement ce qu'il ne faut pas faire - et ce que s'appêtent à faire les eurobéats, à commencer par le pouvoir exécutif actuel.

Au contraire, il faut savoir s'adapter à l'évolution du monde et aux volontés des peuples, repérer les ornières et prendre un autre chemin réaliste et démocratique : non pas un Saint-Empire des procédures embourbé dans son idéologie figée dans les années 1990, mais des nations agiles et en accord avec elles-mêmes qui s'associent librement pour agir efficacement.

Si ces changements drastiques et fondamentaux n'intervenaient pas, notre liste se prononce pour une sortie de l'UE pour garantir la survie de la France et de notre démocratie.





Nom

Droits du parent et de l'enfant

Tête de liste
Gael COSTE-MEUNIER





Votre réaction à ce plaidoyer ?

Votre plaidoyer apporte de nombreuses pistes de réflexion et des idées pour une évolution intéressante de l'Union Européenne. Je pense que c'est une belle initiative qui pourrait déboucher sur l'élaboration de solutions transpartisanes. Des idées relatives aux droits des enfants pourraient y être développées

Les trois politiques prioritaires que vous déploieriez pour réenchanter le rêve européen ?

Organiser une coopération entre les États membres sur les questions de protection de l'enfance (C'est le thème de notre liste « Défendre les enfants » : defendre-les-enfants.eu). Faire voter des directives relatives à des nombre de juges planchers pour 100 000 habitants et pour un pourcentage minimum du budget des Etats pour financer la justice dans les pays de l'UE. Imposer des règles de transparence pan-européennes pour tout ce qui touche à l'enfance.

Quelle territorialisation de l'action européenne, notamment des fonds européens ?

Il apparaît important que les différents niveaux de responsabilité - de la plus petite collectivité locale jusqu'à la présidence et à l'union européenne - puissent travailler ensemble et s'entre-aider tout en se disant les choses : que des manquements constatés (par exemple de certains services de l'Aide Sociale à l'Enfance ASE dont on connaît les dysfonctionnements) puissent faire l'objet d'une remarque de la part d'autre collectivités ou d'autres Etats ou de l'union elle-même ? Que ces remarques puissent déboucher sur des réunions inter-collectivités afin de trouver des solutions aux problèmes rencontrés.

Quelles actions seraient à mener pour rapprocher l'Union des citoyens européens ?

Que l'Union surveille réellement la bonne application des droits fondamentaux des personnes et particulièrement de la convention internationale des droits de l'enfant (CIDE). Que cette vigilance se traduise par des réactions claires et rapides en cas de manquements constatés.

Quelle est votre vision de l'Union européenne en 2029 (prochaine élection) et en 2050 ?

Une union dans laquelle les enfants se sentiraient protégés, aidés, réellement épaulés par des services à l'écoute qui coopéreraient entre eux au niveau européen et en capacité de comprendre et d'entendre leurs problématiques. Une organisation transparente dans laquelle les associations de défenses des enfants et des parents seraient aussi partie prenante.



Nom
Besoin d'Europe

Tête de liste
Valérie HAYER



1. Votre plaidoyer

Les prochaines élections européennes revêtent une importance capitale pour les Françaises, les Français, et plus largement pour les Européens. Les défis auxquels nous devons faire face sont nombreux, vous en citez beaucoup.

Vous mettez en avant un certain nombre de points qui sont également pour nous des éléments incontournables de la prochaine législature. À juste titre, vous soulignez la nécessité de renforcer notre souveraineté européenne. Depuis 2019, nos députés européens n'ont cessé d'agir en ce sens, en poursuivant un triple objectif : mettre fin à la naïveté face aux grandes puissances européennes, renforcer la compétitivité de nos entreprises et promouvoir l'émergence de leaders européens dans les secteurs stratégiques. C'est le sens du discours de la Sorbonne du président de la République en 2017, c'est désormais la feuille de route de l'Union européenne.

Notre ligne n'a pas changé et vous retrouverez dans notre programme de nombreuses mesures qui vont dans le sens des positions que vous défendez dans votre plaidoyer, que ce soit l'« European Buy Act », le renforcement des clauses miroirs en particulier pour les agriculteurs ou encore la simplification des procédures administratives. Mais surtout, nous aspirons à nous donner les moyens de nos ambitions avec le plan Jacques Delors. Nous avons brisé un tabou européen lors de notre précédent mandat en empruntant collectivement 800 milliards d'euros. Nous souhaitons renouveler cette démarche en mobilisant 1 000 milliards d'euros (publics et privés) pour investir dans des secteurs stratégiques et soutenir la transition écologique au bénéfice des entreprises dans nos territoires.

Vous soulignez également l'importance de renforcer les liens entre nos concitoyens et l'Union européenne. Vous savez à quel point ce lien est important pour nous. C'est dans cette optique que le président de la République a organisé l'une des plus grandes Conférences sur l'avenir de l'Europe, de 2021 à 2022, offrant ainsi une tribune aux citoyens pour s'exprimer sur leur vision de l'Europe. Nous aspirons à approfondir cette proximité. Nous souhaitons, par exemple, réformer les institutions européennes : permettre aux députés européens de proposer des lois au Parlement et faciliter les initiatives citoyennes européennes.

2. Les trois politiques prioritaires que vous déploieriez pour réenchanter le rêve européen ?

« On ne peut pas tomber amoureux d'un grand marché », disait Jacques Delors. Mais, nous croyons fermement que c'est bien par la culture, les voyages et les échanges que nous pouvons réenchanter le rêve européen. Bien entendu, la démocratisation d'Erasmus demeure un pilier incontournable de notre politique européenne, et nous devons continuer à développer ce programme formidable. Mais si je devais me limiter à trois politiques prioritaires, j'évoquerais :

- La création d'un Pass culturel européen pour permettre à notre jeunesse de s'imprégner et de découvrir la richesse culturelle et historique qui l'entoure, de la Guyane à la Finlande en passant par la Grèce.



- La mutualisation d'un Pass ferroviaire européen pour développer un moyen de transport écologique et économique à travers l'Europe.
- Le doublement du nombre d'universités européennes d'ici à 2030 pour favoriser les échanges et encourager la création de diplômes communs.

3. Quelle territorialisation de l'action européenne, notamment des fonds européens ?

Nous devons poursuivre la simplification des procédures concernant l'accès aux aides européennes pour nos régions et leur développement. Cela facilitera les demandes de subvention, en particulier pour les plus petites collectivités qui ne sont pas toujours suffisamment outillées pour entreprendre les démarches administratives nécessaires.

Une attention particulière doit également être accordée à nos territoires ultramarins. Nous proposons un plan pluriannuel d'investissement dans les services publics et les infrastructures clés afin de garantir une meilleure qualité de service. Nous souhaitons également favoriser les coalitions de territoires afin que nos territoires ultramarins progressent plus vite et rayonnent dans leurs régions.

4. Quelle actions seraient à mener pour rapprocher l'Union des citoyens européens ?

Pour reprendre votre expression, c'est par le réenchantement du rêve européen que l'on pourra renforcer le sentiment d'appartenance européenne. Après avoir bénéficié d'une mobilité Erasmus+, 77 % des participants déclarent que leur sentiment d'appartenance à l'Europe s'est renforcé, tandis que 55 % d'entre eux expriment même l'intention de s'engager davantage dans la vie politique et sociale de leur communauté à leur retour. Ces programmes sont des outils incontournables pour rapprocher l'Union de nos concitoyens.

En plus des différentes mesures évoquées précédemment concernant les politiques culturelles ou encore les réformes institutionnelles, nous proposons également deux mesures visant à renforcer ce sentiment d'appartenance :

- Instaurer des listes transnationales pour les élections européennes afin de transcender les clivages nationaux et promouvoir une vision commune pour l'Europe de demain. Nous montrons l'exemple avec Sandro Gozi, Italien et numéro 6 sur notre liste.
- Atteindre 100 000 jumelages supplémentaires en Europe d'ici 2030 pour établir au moins un lien par commune et encourager les échanges culturels et éducatifs.



5. Quelle est votre vision de l'Union européenne en 2029 (prochaine élection) et en 2050 ?

Notre Europe de demain repose sur trois piliers : une Europe plus puissante, plus prospère et qui défend ses valeurs. Nous possédons tous les atouts nécessaires pour faire de l'Union européenne une puissance comparable aux États-Unis et à la Chine. Il nous faut simplement la volonté politique de le faire. Depuis 2017, le président de la République et notre groupe au Parlement européen œuvrent en ce sens.

A court terme, nous devons préserver notre indépendance dans des secteurs stratégiques tels que l'énergie et les matières premières, renforcer la compétitivité de nos entreprises en harmonisant les normes au sein de notre marché intérieur et en rendant obligatoires les clauses miroirs dans tous nos accords, ainsi qu'investir dans les secteurs d'avenir pour favoriser l'émergence de champions européens. Lors de la précédente mandature, nous avons adopté de nombreuses législations qui ont permis de créer un cadre pour notre transition. La prochaine mandature nous amène à une nouvelle phase : une phase d'investissement et de mise en application pour créer une Europe souveraine et écologique d'ici 2030 grâce à un investissement public et privé de 1 000 milliards d'euros. Elle se concrétise par des exemples très concrets, comme le triplement de notre production nucléaire, le développement de champions de la batterie électrique ou encore la création d'un vaccin contre le cancer.

Il est également indispensable de réaffirmer la raison d'être initiale de l'Union européenne : la promotion de la paix. Nous devons veiller à être à la hauteur des multiples drames qui bouleversent notre monde, que ce soit en Ukraine, au Proche-Orient ou encore en Arménie. Au cours des cinq dernières années, nous avons posé les premières pierres d'une Europe de la défense en établissant une feuille de route commune et en adoptant le premier budget militaire européen. Nous devons continuer à progresser dans cette direction afin d'assurer la sécurité et enrayer le retour des conflits à nos frontières pour garantir la sécurité, à nos concitoyens en 2030. Une sécurité qui passe par notre capacité à être indépendants vis-à-vis de nos alliés, notamment dans la production de nos équipements militaires. C'est dans ce sens que nous défendons l'adoption d'un budget de 100 milliards d'euros destiné aux industries de ce secteur, ainsi que l'uniformisation des produits.

Berceau démocratique, nous devons également renforcer les différents outils dont nous disposons pour que nos institutions ne vacillent pas et que nos droits ne régressent pas. C'est dans cette optique, par exemple, que nous avons adopté un rapport sur la liberté des médias, reconnu l'Union européenne comme une zone de liberté pour les personnes LGBTQI+ ou encore la transparence des salaires pour favoriser l'égalité entre les femmes et les hommes. Des avancées majeures qui continuent de tracer le chemin de l'égalité et de la tolérance que nous défendons pour notre Europe de 2030. Des objectifs qui passent par l'inscription de l'IVG dans la Charte des droits fondamentaux de l'Europe, l'harmonisation par le haut des droits des femmes, ou encore l'interdiction des thérapies de conversion en Europe.

Notre vision pour l'Europe de 2050 : une Europe plus prospère, plus souveraine, plus sûre et plus progressiste.



Mail : contact@anpp.fr

Tel : 06 12 02 01 78

Site internet : www.anpp.fr

Facebook : <https://www.facebook.com/anpp.fr>

LinkedIn : www.linkedin.com/company/anpp



Elections européennes
2024